



Manuel de bonnes pratiques

# Le sport dans les sociétés au lendemain d'un conflit

# **Le rôle du sport dans la consolidation de la paix sociale**

**Olga Dorokhina, Milan Hosta  
et Jacco van Sterkenburg**

*Les vues exprimées dans cet ouvrage sont de la responsabilité des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la ligne officielle du Conseil de l'Europe et de l'Accord partiel élargi sur le sport (APES)*

Toute demande concernant la reproduction ou la traduction de tout ou partie de ce document doit être adressée à la Direction de la Communication (F-67075 Strasbourg Cedex ou [publishing@coe.int](mailto:publishing@coe.int)). Toute autre correspondance relative à cette publication devra être adressée à la Direction générale de la démocratie.

Couverture et mise en page: Service de la production des documents et publications, Conseil de l'Europe

Photo de couverture: Conseil de l'Europe/Sandro Weltin

Accord partiel élargi sur le sport (APES)

## Table des matières

<b>Avant-propos</b> .....	5
<b>Liste des abréviations</b> .....	7
<b>1. Introduction</b> .....	9
<b>2. Les valeurs et les limites des interventions sociales sportives dans des sociétés divisées par un conflit</b> .....	11
Introduction.....	11
Le sport et la cohésion sociale, l'intégration sociale et l'inclusion sociale.....	13
La valeur sociale du sport dans les sociétés divisées à la suite d'un conflit.....	14
Notes critiques sur les fonctions sociales du sport.....	14
Le sport comme terrain contesté.....	16
Facteurs contextuels de succès.....	16
<b>3. Exemples de bonnes pratiques dans la région des Balkans de l'Ouest</b> .....	19
3.1. Brève histoire géopolitique de la région.....	19
3.2. Le rôle du sport dans la région.....	20
3.3. Projets de bonnes pratiques – Etudes de cas.....	24
Ecoles de football pour le plaisir (OFFS).....	26
Le football unit les Alpes, l'Adriatique et les Balkans.....	28
Je suis venu(e) jouer.....	30
Mini-terrain.....	32
Les amis du judo.....	34
Le cœur de Mostar : activités de cohésion sociale.....	35

Anti-discrimination et tolérance entre les nationalités au sein de la jeunesse rom et des étudiants en échec scolaire.....	36
Carton Rouge au racisme.....	38
Coordination des activités du réseau FARE dans « l'ex-République yougoslave de Macédoine ».....	39
Campagne de football « Tous différents, tous égaux » et ambassade des supporters à l'EURO 2008, Croatie.....	41
<b>4. Exemples de bonnes pratiques provenant du Caucase du Sud</b> .....	43
4.1. Une brève histoire géopolitique de la région.....	43
4.2. Le rôle du sport dans la région du Caucase du Sud.....	43
4.3. Projets de bonnes pratiques – Etudes de cas.....	47
Ecoles de football pour le plaisir (OFFS).....	47
Programme « Sport pour la paix ».....	50
Tournois de lutte : sports traditionnels.....	53
Tournoi « Notkora ».....	55
Projet « aires de jeu sécurisées ».....	58
Festival d'échecs organisé dans le cadre des tournois de la Coupe des Nations Unies.....	60
Coupe du Caucase.....	62
Camp pour la jeunesse « Le sport unit les peuples ».....	64
<b>5. Conclusions et recommandations</b> .....	66
<b>Recommandations pratiques</b> .....	67
<b>Références et bibliographie complémentaire</b> .....	71
<b>Auteurs</b> .....	76



## Avant-propos

Renforcer la cohésion sociale de l'Europe est devenu une priorité pour les Etats membres du Conseil de l'Europe. Dans la Nouvelle stratégie et le Plan d'action du Conseil de l'Europe pour la cohésion sociale, approuvés le 7 juillet 2010, ces Etats affirment que le concept de cohésion sociale est essentiel à la réalisation des trois valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe: les droits de l'homme, la démocratie et l'Etat de droit. La cohésion sociale est un facteur indispensable du progrès humain et du développement. Toutefois, le mot « progrès » change graduellement de sens. Associé auparavant à une vision de prospérité, de justice et de liberté, le progrès recouvre aujourd'hui une dimension supplémentaire qui consiste à protéger la société contre les tendances régressives.

Le sport, lorsqu'il sert de vecteur pour renforcer la cohésion sociale dans des pays qui se relèvent d'un conflit, n'est pas différent à cet égard. Pratiqué et regardé par des millions de personnes de divers milieux sociaux, il a un effet éducatif et socialisant qui en fait un véhicule idéal pour le dialogue interculturel et l'intégration sociale. Si nous parlons souvent de lutter contre les discriminations, le racisme ou l'homophobie *au moyen du sport*, c'est parce que nous sommes nombreux à reconnaître qu'il peut apporter une contribution positive à la cohésion sociale. Les personnes qui font du sport sont, par exemple, plus susceptibles de rencontrer des personnes d'origines ethniques différentes que celles qui n'en font pas. Le sport est ainsi un moyen facile de rassembler des personnes différentes. A ce titre,

il peut renforcer la cohésion sociale en réduisant les disparités et en limitant la marginalisation.

Cependant, le sport n'est pas intrinsèquement bon et ne sera pas automatiquement un facteur positif pour la cohésion sociale. Les « tendances régressives » qui l'affectent doivent être éliminées. En effet, l'histoire a montré que le sport peut être également un environnement propice au nationalisme extrémiste, à l'exclusion et à la discrimination. Le sport en tant que tel n'encourage pas la tolérance et ne deviendra pas nécessairement un élément important de la mixité et de l'intégration sociale. Pour utiliser pleinement son potentiel, il faut avant tout que les associations, les institutions et les organisations qui l'administrent et le soutiennent fassent preuve d'un engagement sincère.

Il est donc important de dépasser les idées reçues et les discours convenus pour saisir pleinement combien certaines pratiques sportives peuvent contribuer à renforcer la cohésion sociale dans des sociétés qui se relèvent d'un conflit. Toute évaluation en la matière doit non seulement prendre en compte le contexte culturel, politique et historique mais également identifier des groupes cibles spécifiques.

Stanislas FROSSARD  
Secrétaire exécutif  
de l'Accord partiel élargi sur le sport (APES)  
Direction Générale II : Démocratie  
Direction des Droits de l'Homme et de l'anti-discrimination  
Conseil de l'Europe

L'Accord partiel élargi sur le sport (APES) cherche à favoriser le débat entre les différents acteurs (pouvoirs publics, responsables politiques, chercheurs, organisations non gouvernementales, associations sportives et clubs) en diffusant des manuels de bonnes pratiques.

Ce manuel est le premier numéro d'une collection consacrée aux bonnes pratiques. Il présente les valeurs et les limites des interventions fondées sur le sport dans les sociétés qui se relèvent d'un conflit dans les Balkans de l'Ouest et le Caucase du Sud. La première partie, plus théorique et conceptuelle, examine en priorité la valeur ajoutée du sport pour l'intégration et l'inclusion sociales. Le deuxième chapitre donne des exemples d'initiatives en matière de bonnes pratiques et présente les forces, les faiblesses et les obstacles liés aux projets présentés. La troisième et dernière partie présente certaines recommandations sur le sport comme vecteur de cohésion et d'intégration sociales qui pourraient servir de lignes directrices pour une politique future.

Cette activité s'inscrit logiquement dans le mandat de l'APES, qui a pour mission de faciliter le partage d'expériences et d'élaborer des normes qui permettent de révéler le potentiel du sport, notamment en tant qu'instrument de promotion des valeurs essentielles du Conseil de l'Europe.

## Liste des abréviations

ATP	Association des professionnels du tennis
AUNA	Association arménienne des Nations Unies
BAAP	Projet « Balkan Alpe Adriatique »
ESPN	Réseau de programmation de divertissement et sport
EURO	Championnat européen UEFA (UEFA EURO 2008™)
F4P	Football pour la paix
FA	Association de Football
FARE	Football contre le racisme en Europe
FC	Club de Football
FIS	Fédération Internationale de Ski
FSE	Réseau européen de Supporteurs de Football
HCaGNC	Comité national géorgien de l'Assemblée des citoyens du processus d'Helsinki

HNK	Club croate de football HNK Rijeka
IDP	Personnes déplacées sur leur propre territoire
NBA	Association nationale de Basketball
NK	Club de Football Nogometni NK Varteks
OFFS	Ecoles de football pour le plaisir
EP	Education physique
SIDA	Agence suédoise de coopération pour le développement international
UEFA	Union européenne des associations de football
UMKI	Udruga za mlade Korak ispred (Organisation de jeunes « Pas en avant »)
VIDC	Institut de Vienne pour le dialogue international et la coopération
WTA	Association de tennis féminin



## I. Introduction

Le présent manuel examine le rôle du sport dans le contexte de la cohésion sociale des sociétés qui se relèvent d'un conflit et étudie comment le sport, en tant qu'outil de médiation, peut contribuer à renforcer la cohésion sociale dans des communautés qui ont été brisées par un conflit ou une guerre. Les auteurs ont choisi de s'intéresser aux régions des Balkans de l'Ouest et du Caucase du Sud, car il s'agit de régions qui ont subi les expériences traumatisantes résultant de conflits armés au cours des dernières décennies et sont encore confrontées aux conséquences de ces conflits. Bien qu'il existe déjà diverses études sur le sport et sa contribution à la cohésion sociale au sein de l'Union européenne, les auteurs ont néanmoins jugé nécessaire d'élargir le champ d'études et de se concentrer sur des pays européens qui ne font pas partie de l'Union européenne mais qui restent néanmoins dans l'espace géographique des Etats membres de l'Accord partiel élargi sur le sport (APES), d'autant qu'il n'existait pas d'études ni d'ouvrages concernant les sociétés se relevant d'un conflit et les pays en transition.

La première partie de ce manuel est composée d'un chapitre rédigé par Jacco van Sterkenburg, qui présente les avantages et les limites du sport comme instrument de cohésion sociale et de réconciliation après un conflit. L'auteur procède à un examen critique de la manière dont le sport peut faciliter l'inclusion sociale et montre que les processus d'exclusion en fixent aussi les limites. Cette partie plus théorique a pour but de mettre en perspective les exemples de bonnes pratiques des chapitres 3 et 4. Elle met notamment en évidence que :

- le sport peut être une *valeur ajoutée* pour l'intégration et l'inclusion sociales,
- mais pas *intrinsèquement* et en tant que tel,
- et plutôt dans le domaine des formations, des événements spéciaux et/ou des festivals sportifs non compétitifs qui promeuvent et mettent en avant le partage d'un ensemble de valeurs sociales que dans celui du sport de compétition formalisé et institutionnalisé,
- de telles initiatives sociales qui utilisent le sport comme un outil de médiation doivent s'inscrire dans un contexte qui dépasse le cadre du sport et exigent un engagement sérieux des différentes organisations et partenaires sociaux, des partis politiques, des autorités et collectivités locales, régionales et nationales.

Dans la deuxième partie, les auteurs, Milan Hosta et Olga Dorokhina, présentent un éventail d'initiatives constituant des bonnes pratiques expérimentées des Balkans de l'Ouest (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Monténégro, Serbie et « l'ex-République yougoslave de Macédoine ») et du Caucase du Sud (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie). Les deux chapitres exposent brièvement l'histoire géopolitique et le rôle du sport dans ces régions avant de soumettre des exemples choisis de bonnes pratiques.

Ce manuel ne prétend pas présenter une évaluation complète des initiatives examinées qui constituent de bonnes pratiques. Il faut le considérer au contraire comme une contribution aux recherches sur le terrain. Dans la mesure du possible, les auteurs ont essayé de sélectionner ces initiatives selon des critères de bonnes pratiques tels que la durabilité, la lutte contre les discriminations, l'efficacité et

l'impact, la transférabilité, l'examen et l'évaluation ainsi que la participation des bénéficiaires. Ont été examinés également les forces et les faiblesses des projets, ainsi que les obstacles qui auraient pu apparaître au cours de leur exécution.

On trouvera en conclusion des recommandations pratiques destinées à diverses parties prenantes dans les régions se relevant d'un conflit, notamment les pouvoirs publics, les organisations de jeunesse et les établissements scolaires, les organisations non gouvernementales (ONG), les clubs sportifs et les associations sportives. Ces recommandations sont fondées sur les observations découlant des projets et sur des constatations tirées d'ouvrages de sociologie.

## 2. Les valeurs et les limites des interventions sociales sportives dans les sociétés divisées par un conflit

Jacco van Sterkenburg

### Introduction<sup>1</sup>

Les questions posées par le conflit culturel et la tolérance inter-ethnique sont désormais au centre du débat public et politique dans de nombreux pays européens multiethniques, notamment dans les sociétés divisées qui se relèvent d'un conflit et ont été récemment les victimes d'une guerre civile ou de conflits armés.

Le sport de loisir est l'une des pratiques culturelles considérées comme les plus prometteuses pour renforcer les contacts inter-ethniques et la cohésion sociale. Il est également vu comme un outil qui contribue à la paix et aux initiatives en faveur de la réconciliation. Le sport est souvent identifié par les responsables de l'élaboration des politiques, tant sur le plan national qu'europpéen, comme le champ d'action idéal pour renforcer l'esprit de la communauté et promouvoir la compréhension interculturelle et le respect mutuel au sein des communautés et entre elles. Le fait que le sport soit perçu comme ayant un pouvoir social parce qu'il est bénéfique pour les relations interethniques est devenu un facteur de plus en plus important dans les politiques sportives européennes.

1. Le présent chapitre s'appuie sur un certain nombre de sources universitaires et d'ouvrages de référence. Pour rendre l'ouvrage plus lisible et accessible au grand public, nous n'utiliserons pas le système universitaire de citation. Toutes les sources consultées figurent dans la bibliographie présentée à la fin du présent ouvrage.

Par exemple, les 9 et 10 septembre 2004, les participants à la Conférence sur la contribution du sport au dialogue interculturel, organisée à Istanbul (Turquie) par le Département du Sport du Conseil de l'Europe en coopération avec la Fondation des recherches économiques d'Istanbul et la Direction de la jeunesse et du sport de la Turquie, ont reconnu que le sport, « lorsqu'il est adéquatement encouragé et proposé dans de bonnes conditions, peut être une première étape dans l'instauration du dialogue interculturel, en réunissant des nationalités et des cultures différentes dans le cadre d'une activité commune avec des règles communes ». Les participants ont adopté un certain nombre de recommandations couvrant les domaines du Sport pour tous et du Sport de haut niveau ainsi que les spectateurs et les supporters (T-RV (2004) 13).

Dans un esprit analogue, la Commission européenne déclare sur son site internet que :

*« [L]e sport permet aux citoyens d'interagir et de rejoindre des réseaux sociaux ; il aide les migrants à développer des rapports avec d'autres membres de la société et il permet de tendre la main aux personnes défavorisées ou aux groupes faisant l'objet de discriminations ou risquant d'y être confrontés. »<sup>2</sup>*

La valeur sociale du sport est également reconnue par l'ONU, qui dispose désormais d'un Conseiller spécial chargé d'utiliser le pouvoir social du sport dans les programmes des droits de l'homme mis en œuvre par l'Organisation. Cette reconnaissance de la valeur sociale du sport a été confirmée lorsque Kofi Annan, alors Secrétaire

2. [http://ec.europa.eu/sport/what-we-do/doc35\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/sport/what-we-do/doc35_fr.htm).

général des NU, a lancé en 2005 l'Année internationale du sport et de l'éducation physique en déclarant que :

*« Le sport est un langage universel. Au mieux, il peut rassembler les individus, quels que soient leur origine, leur milieu social, leurs croyances religieuses ou leur situation économique. Et quand des jeunes participent à des activités sportives ou peuvent pratiquer l'éducation physique, ils peuvent ressentir un sentiment d'exaltation même lorsqu'ils apprennent les idéaux de l'esprit d'équipe et de la tolérance. »*

Ces déclarations montrent les attentes élevées que suscite le potentiel du sport, notamment à l'égard du multiculturalisme et de l'élimination des divisions ethniques. Ce rôle du sport a été mis en évidence aussi bien par les responsables politiques que par les universitaires. Selon Krouwel et al. (2006), plusieurs facteurs font du sport de loisir un espace social prometteur pour le renforcement des contacts interethniques et de la tolérance. Premièrement, de nombreuses personnes pratiquent le sport. Ce constat s'applique à tous les Etats membres du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne, bien que les taux de participation varient entre les pays européens. En effet, les pays scandinaves ont le taux de participation le plus élevé, devant les pays d'Europe centrale et de l'Ouest. Les taux de participation élevés signifient qu'outre l'éducation, la famille et le travail rémunéré, le sport est devenu un espace potentiellement important d'interaction ethnique et de transfert de valeurs sociales. Deuxièmement, les critères de succès dans le sport sont différents de ceux que l'on rencontre dans d'autres pratiques sociales telles que l'éducation. En général, la pratique culturelle du sport valorise plus les capacités physiques que cognitives. Il en résulte que les modèles d'interaction sociale sont souvent moins stratifiés du point de vue racial et ethnique que les modèles d'interaction dans

d'autres sphères socioculturelles. En conséquence, les personnes qui participent à des activités sportives sont davantage susceptibles de rencontrer des personnes appartenant à d'autres ethnies que celles qui n'y participent pas. Troisième point, corrélé au deuxième, les responsables des politiques considèrent souvent le sport comme une communauté sans distinction de race au sens où les distinctions sociales n'y jouent pas un rôle important. Compte tenu de son pouvoir de séduction sur des groupes ethniques divers, le sport est vu comme un moyen de rassembler des individus de diverses origines ethniques.

Parallèlement, cette approche positive du sport comme panacée sociale est remise en question par d'autres universitaires spécialisés dans le sport, qui mettent l'accent sur des aspects plus sombres du sport de haut niveau et du sport de loisir, notamment le fait qu'ils encouragent le racisme, l'homophobie, le nationalisme et le sexisme. Selon ces experts, le sport d'élite peut créer un espace propice au développement du racisme et des inégalités ethniques. De leur point de vue, le sport devrait être avant tout considéré comme un « lieu d'affrontement » où les différentes dimensions des liens ethniques et de l'exclusion sont appliquées, expérimentées et démontrées. Ils sont d'ailleurs sceptiques à l'égard des déclarations écrites et des chartes contre le racisme, considérant que ces prises de position ne sont trop souvent que de la pure rhétorique n'ayant qu'une fonction symbolique.

Le but de ce chapitre est d'examiner plus en détail la fonction sociale du sport et son potentiel éventuel dans les sociétés qui se relèvent d'un conflit. Nous nous appuyerons pour cela sur les ouvrages spécialisés parus sur ce thème. Notre objectif est d'examiner sous

un angle critique l'idéologie du sport, qui met l'accent sur sa force sociale positive et bénéfique, et d'identifier certaines caractéristiques communes des programmes d'intervention fondés sur le sport qui ont connu une certaine réussite. Au préalable, nous étudierons brièvement la signification des concepts de *cohésion sociale*, d'*inclusion sociale* et de *capital social*, qui sont souvent utilisés dans les débats d'experts portant sur la fonction sociale du sport.

### Le sport et la cohésion sociale, l'intégration sociale et l'inclusion sociale

Les concepts de cohésion sociale, d'intégration sociale et d'inclusion sociale sont tous interdépendants. Selon Van Bottenburg et Van Sterkenburg (2005), ces concepts qui se recouvrent désignent des processus de « mieux-être » ou d'états d'être qui sont à l'opposé des « aspects sombres » de la ségrégation, de l'exclusion, de l'isolement et de la fragmentation. Ils traduisent le pouvoir des interactions sociales et des avantages mutuels et individuels qui en découlent. En d'autres termes, ils font référence à des avantages sociétaux et individuels acquis au moyen de la *connectivité sociale*. Ces avantages acquis grâce à la connectivité sociale résultant de la pratique du sport comprennent notamment le renforcement de la réciprocité, l'établissement de liens relationnels et d'amitié, l'instauration de la confiance mutuelle et le développement d'aptitudes sociales et personnelles. Sur le plan pratique, l'utilisation des connexions sociales acquises par le sport peut déboucher sur des actions concrètes comme le fait de trouver un emploi, d'acquiescer un accès au pouvoir ou d'accroître la qualité de la vie. En ce qui concerne les groupes socialement désavantagés, ces connexions sociales peuvent améliorer la confiance en soi et l'autonomisation sociale.

Dans les ouvrages sur la sociologie du sport, l'utilisation de la connectivité sociale acquise par le sport est souvent décrite en association avec le concept de *capital social*. Lorsqu'ils examinent ce concept, les spécialistes font généralement la distinction entre le capital social *qui unit* (bonding) et celui *qui lie* (bridging). Le capital social *qui unit* désigne les liens étroits qui unissent des personnes apparentées, des amis proches ou des voisins. Le capital social *qui lie* fait référence à des liens plus distants entre des personnes comme les collègues de travail ou des amitiés distantes. De l'avis général, le monde du sport est un outil important pour la stimulation de ces processus interdépendants de « mieux-être » propres à l'intégration sociale, à la cohésion sociale et au développement d'un capital social. Les interactions qui se produisent régulièrement entre des individus de diverses origines et qui sont une caractéristique du sport, notamment du sport d'équipe, sont censées aboutir à une augmentation de la cohésion sociale et du capital social aux niveaux local et national. Lorsqu'ils utilisent le sport comme instrument d'amélioration de l'inclusion sociale, les gouvernements préfèrent généralement stimuler le capital social *qui lie* que celui *qui unit*. La stimulation du capital social *qui unit* est souvent perçue comme socialement indésirable parce que les groupes socialement désavantagés courent le risque de se retrouver piégés par un isolement qu'ils se seront eux-mêmes imposé et de perdre contact avec les normes et les valeurs générales de la société. L'établissement d'organisations sportives spécifiques à des ethnies est un exemple de capital social *qui unit*. En revanche, le capital social *qui lie* est censé réduire les préjugés que les divers groupes nourrissent les uns envers les autres.

## La valeur sociale du sport dans les sociétés divisées à la suite d'un conflit

Les fonctions sociales du sport ont été décrites non seulement du point de vue du renforcement de la tolérance interethnique dans des pays dont la composition ethnique est hétérogène mais aussi en ce qui concerne le rôle qu'elles jouent dans les initiatives de réconciliation et de paix mises en œuvre dans les sociétés qui se relèvent d'un conflit. Fort de son expérience personnelle en matière d'initiatives sociales fondées sur le sport et lancées en Israël et en Irlande du Nord, le sociologue du sport John Sugden (2010) a conclu que «la valeur du sport est intrinsèquement neutre et qu'il peut, dans certains contextes soigneusement maîtrisés, apporter une contribution positive, quoique modeste, à la consolidation de la paix». Sugden a illustré ce point dans le contexte de l'Irlande du Nord, où la participation conjointe à des activités sportives a été utilisée avec succès pour rapprocher les communautés catholique et protestante. En Israël, le sport a été utilisé de la même manière pour influencer positivement sur les relations entre les jeunes palestiniens et israéliens, dans le cadre, par exemple, du projet Football pour la paix ([www.football4peace.eu](http://www.football4peace.eu)). Ce projet visait à utiliser l'entraînement pour transmettre des valeurs et établir des liens entre des villes d'origine juive et arabe qui sont géographiquement proches en Israël. En donnant aux participants la possibilité d'établir des contacts entre des communautés voisines, le projet a réussi à contribuer au processus de paix dans cette région par ailleurs divisée. Schulenkorf (2010), qui avait évalué le rôle des manifestations sportives dans l'inclusion sociale et la réconciliation au Sri Lanka, déchiré entre ses différentes ethnies, a globalement confirmé les conclusions de Sugden. Selon lui, s'ils

sont organisés stratégiquement, les événements sportifs peuvent être un véhicule adapté pour réduire la distance qui sépare des groupes disparates. Schulenkorf a noté que les concepteurs des projets sportifs doivent, pour réussir, définir des objectifs supérieurs qui créent une identité globale pour les participants, tout en laissant à ceux-ci suffisamment d'espace pour expérimenter leurs propres sous-identités ethniques. Schulenkorf parle à ce sujet d'«état de double identité» dans lequel les sous-identités ethniques des participants sont associées à une identité supérieure. On peut favoriser cet état de double identité en organisant des activités sportives conjointes auxquelles participent différents groupes ethniques et qui mettent l'accent sur un corps commun de valeurs et une identité organisationnelle tout en permettant aux participants d'exprimer leurs propres cultures.

## Notes critiques sur les fonctions sociales du sport

Malgré les effets bénéfiques des interventions sportives qu'ils ont décrits, Sugden (2010) et Schulenkorf (2010) ont aussi mis en garde contre les interventions bien intentionnées mais simplistes qui ne s'appuient que sur la dimension mythique des valeurs sociales du sport, lesquelles n'ont pas été vraiment prouvées. La question centrale, selon Sugden, est donc «comment et où intervenir». Cette question est liée aux facteurs contextuels spécifiques qui font que ces interventions sont réussies ou non. Elle nous renvoie au fait que le sport, bien qu'il puisse être en mesure de contribuer positivement à certains aspects de la connectivité sociale, ne peut et ne doit pas être considéré comme un remède naturel, et universellement applicable, aux problèmes sociaux. Examinons désormais les observations

plus critiques formulées à l'encontre des fonctions sociales du sport, notamment par des universitaires qui se demandent si le sport peut vraiment contribuer à réduire les disparités ethniques et culturelles existant dans la société.

Divers spécialistes soulignent qu'il est illusoire de considérer le sport comme un domaine qui favorise la méritocratie. Malgré la rhétorique populaire ou politique qui défend le contraire, le sport ne produit pas automatiquement du capital social, de l'inclusion sociale, de l'intégration sociale et de la cohésion sociale. L'histoire nous a appris que le sport peut être un domaine où les différences, voire l'exclusion ou la discrimination sociales, se créent ou se renforcent, notamment en ce qui concerne l'égalité hommes-femmes, la classe sociale, l'origine ethnique, la nationalité, les capacités physiques et/ou l'orientation sexuelle. En résumé, le sport crée non seulement des liens mais aussi de la différence. Certains chercheurs, comme Krouwel *et al.* (2006), vont jusqu'à affirmer que les fonctions sociales positives potentielles du sport sont souvent « annulées » par les tensions qui existent dans l'espace plus large de la société. En effet, les programmes sportifs dont le but est de connecter différents groupes hostiles traitent rarement de problèmes sociaux plus généraux tels que la pauvreté, les rivalités et le racisme, problèmes auxquels sont confrontés ces groupes au quotidien. Ces programmes peuvent donc, de ce fait, accentuer les différences ethniques au lieu de les atténuer.

Outre ce scepticisme à l'égard des fonctions sociales du sport, Elling (2002) a montré que la plupart des groupes sportifs sont relativement homogènes du point de vue social (en d'autres termes, ils sont plus axés sur les liens qui « unissent » que sur ceux qui « lient »), que la

plupart des contacts établis grâce au sport ne sont pas particulièrement profonds et que la plupart des « amitiés sportives » ne se prolongent pas en dehors du sport. Coakley (2004) a montré également que si le sport est certainement une des pratiques sociales où, visiblement, les ethnies se mélangent le plus dans la société, les travaux de recherche n'ont pas été jusqu'ici en mesure de fournir un fondement empirique solide à la théorie qui veut que le sport débouche, ou devrait déboucher, sur une plus grande acceptation et « fraternisation » multiculturelle que dans d'autres sphères de la société.

Donc, contrairement à l'idée susmentionnée que le sport est un lieu de rassemblement multiethnique qui renforce la tolérance et la compréhension multiethniques, certains chercheurs critiques considèrent que les activités sportives renforcent les identités ethniques existantes et ne contribuent pas à la formation d'une nouvelle identité socialement inclusive. Cette thèse est confirmée par des universitaires tels que Carrington (1998), qui ont montré qu'un club sportif peut avoir la fonction d'un « espace ethnique » où des groupes minoritaires peuvent créer leur propre sphère sociale et chercher refuge auprès de membres d'origines ethnique ou culturelle analogues. Mais lorsque de tels clubs ethniques rencontrent d'autres équipes ethniques dans des compétitions sportives, ces « refuges » se transforment facilement en « arènes » caractérisées par des agressions et des tensions interethniques. Les interactions exacerbées qui se produisent dans l'espace plus large de la société se retrouvent dès lors sur le terrain de jeu, et les compétitions sportives amplifient, au lieu de les diminuer, les tensions et les antagonismes interethniques.

## Le sport comme terrain contesté

En juxtaposant ces notes critiques sur la fonction sociale du sport aux aspects positifs de celui-ci comme force sociale, on peut conclure que le sport est plein de paradoxes et devrait être considéré comme un terrain social contesté. Le sport peut favoriser la coopération entre les membres d'une équipe, mais le sport de compétition peut aussi renforcer les antagonismes et l'hostilité entre des équipes mono-ethniques. Compte tenu de ces paradoxes, nous estimons que pour mieux évaluer le rôle du sport dans l'amélioration de l'inclusion sociale, il est important de réduire les attentes souvent trop élevées qu'il suscite, notamment celles des responsables des politiques, qui font souvent l'apologie de la « magie » du sport, qui serait capable de produire toutes sortes d'avantages positifs sur le plan social.

Pour conclure le présent chapitre, nous essaierons de combiner la vision du sport comme force sociale positive avec un point de vue plus critique. Nous examinerons donc plus en détail les limites des fonctions sociales du sport ainsi que les facteurs contextuels qui contribuent au succès ou à l'échec de l'utilisation du sport dans des activités d'intervention.

## Facteurs contextuels de succès

Le présent chapitre a montré que le sport devrait être considéré essentiellement comme une *valeur ajoutée* et non comme une panacée sociale qui peut corriger tout ce qui ne fonctionne pas dans une société. Cette idée a été confirmée par Coalter (2007), qui a déclaré que la participation à *certain*s types de sport peut aider *certain*s participants mais seulement à *certain*s moments. À cet égard, bien que le sport ait une importante signification sociale

pour ceux qui le pratique, l'exclusion sociale est également un problème inhérent au sport, comme le montre le racisme qui sévit dans le sport amateur ou professionnel. Par ailleurs, le fait que le sport, en tant que domaine relativement autonome, ne puisse pas être isolé d'autres sphères socioculturelles démontre que son rôle social est somme toute modeste. Les participants aux initiatives sportives ont souvent des problèmes personnels et sociaux qui ont pour origine des domaines sociaux qui ne sont pas liés au sport, comme une expérience traumatisante de la guerre, un contexte familial difficile (par exemple une famille désunie, des mères seules, etc.), des problèmes financiers (des dettes qui contraignent une personne à accepter des emplois temporaires) ou des problèmes liés au statut juridique (statut de réfugié, difficultés à obtenir un permis de travail). Les programmes d'intervention fondés sur le sport n'ont qu'une possibilité très limitée de résoudre tous ces problèmes complexes et partiellement interdépendants. Pour traiter ces problèmes complexes d'une « manière globale » (Sherry, 2010), il faudrait que de nombreux acteurs et organisations communautaires participent aux programmes susmentionnés. Comme Schulenkorf (2010) le fait remarquer d'une manière tout à fait juste, les événements sportifs ne peuvent pas avoir un impact sur les relations sociales sans le soutien d'autres acteurs contextuels comme les partis politiques locaux et nationaux et les partenaires sociaux. En d'autres termes, le sport ne devrait être qu'une partie d'un réseau plus vaste d'acteurs s'occupant des problèmes sociaux plus larges du groupe ciblé.

Il s'agit là d'un facteur crucial du succès des activités d'intervention fondées sur le sport. En effet, afin d'utiliser le sport pour promouvoir un changement social qui ne lui est pas lié, il est essentiel de prendre

en compte le contexte social plus large de la société concernée et d'établir un réseau de partenariats en conséquence. Le principal défi en la matière est de mobiliser la participation de la communauté locale et de créer une dynamique culturelle et sociale qui appuie dès le départ le projet sportif. Dans le cas du projet « Football pour la paix » en Israël, cette dynamique a consisté à instaurer un climat de confiance avec la communauté locale afin que de nombreuses villes arabes et juives approuvent que leurs enfants, les entraîneurs bénévoles et les responsables locaux coopèrent avec leurs homologues européens. Plus généralement, il est important que des partenaires institutionnels nationaux participent au projet car ces partenaires peuvent contribuer à connecter le niveau micro du projet sportif au niveau macro de la politique sportive et de la construction du savoir. En d'autres termes, en participant à un projet, les organisations nationales peuvent en tirer parti et en intégrer des aspects dans les politiques qu'elles élaborent. De plus, la participation de partenaires sociaux est importante car elle permet de mettre les participants au programme sportif en rapport avec le marché du logement, le marché du travail, les réseaux de soutien communautaire ou les programmes de réhabilitation. Les partenaires sociaux peuvent donc fournir aux participants un programme de développement personnel et social beaucoup plus large que ce que les activités sportives peuvent offrir à elles seules.

En outre, un examen des ouvrages spécialisés montre que la sensibilité sociale aux besoins spécifiques des groupes cibles est essentielle. Cela signifie qu'il faut être à l'écoute des participants, prendre sérieusement en compte leurs valeurs et adapter le programme à leurs besoins. Les études conduites par Sherry (2010), Spaaij (2009) et Van Sterkenburg (2004) ont montré que la mobilisation d'éducateurs qui

ont été dans la même situation que les participants au programme d'intervention peut d'autant mieux faciliter la tâche que ces éducateurs peuvent identifier la nature des problèmes potentiels et savent comment parler aux participants. La sensibilité au groupe cible signifie également que la priorité donnée par les responsables politiques à la stimulation du capital social *qui unit* et non *qui lie* devrait faire l'objet d'un examen critique. Nous avons expliqué plus haut dans ce chapitre que les gouvernements modernes préfèrent généralement stimuler le capital social qui unit au détriment du capital social qui lie parce qu'ils craignent que ce dernier isole les groupes minoritaires ethniques de la société et de ses normes et valeurs. Cependant, les ouvrages parus sur ce thème montrent que les groupes minoritaires ethniques préfèrent souvent pratiquer le sport au sein de leurs propres communautés ethniques, notamment lorsque leurs membres vieillissent et que la performance devient moins importante. Les travaux de recherche ont également montré que les membres des clubs sportifs mono-ethniques acquièrent aussi bien du capital social qui lie que du capital social qui unit. En d'autres termes, il n'est pas toujours nécessaire pour les membres d'un groupe minoritaire ethnique d'interagir avec des membres d'un groupe ethnique dominant afin de mieux comprendre les valeurs sociales principales ou dominantes. Ces indications devraient conduire à l'adoption de politiques plus nuancées concernant l'utilisation du sport comme outil permettant d'accroître le capital social ou de renforcer la cohésion sociale<sup>3</sup>.

3. Cette assertion doit être comprise de façon positive. Les exemples de bonne pratique (chapitres 3 et 4) démontrent, en effet, qu'il est possible de pratiquer du sport avec des pairs et d'autres communautés dans le cadre d'initiatives conjointes.

Nous voudrions mettre l'accent sur un dernier point, à savoir qu'il est important de contextualiser le *sport lui-même* si nous voulons mieux évaluer les avantages sociaux tirés de la participation à des activités sportives. Même s'il est souvent évoqué sous une forme résumée dans les documents ou les déclarations politiques, le sport se présente en fait sous des formes variées et il est préférable de penser que ces formes ont toutes des résultats divers dans des contextes différents. En conséquence, on ne parlera pas de la fonction sociale du sport sans placer les expériences sportives dans des contextes concrets. Il pourrait être particulièrement utile à cet égard d'établir une distinction entre le sport de haut niveau formalisé et institutionnalisé d'une part, et la formation, les tournois et les festivals sportifs qui ont un caractère plus amical et solidaire de l'autre. Le pouvoir du sport d'élite institutionnalisé en tant que véhicule d'intégration peut être moindre que celui des activités de formation ou des festivals sportifs qui se déroulent sous la supervision de mentors ou d'organiseurs engagés qui mettent l'accent sur un corps commun de valeurs tout en prenant sérieusement en compte celles des participants et en étant à leur écoute. Parmi les exemples d'événements sportifs où le plaisir du jeu et l'esprit communautaire font passer au second plan l'esprit de compétition, on peut citer le projet susmentionné de Football pour la paix en Israël ou la Coupe du monde antiraciste ([www.mondialiantirazzisti.org](http://www.mondialiantirazzisti.org)) organisée chaque année en Italie. Ce tournoi utilise le football comme moyen d'éradiquer les préjugés à l'encontre d'autres cultures et montre combien le fait de se rassembler et de débattre peut être gratifiant. Les matches de football sont organisés parmi d'autres activités et les participants sont encouragés à organiser des débats sur des thèmes comme le racisme, l'antiracisme et le football.

Dans les Balkans, les tournois de football Balkaniades sont organisés pour les garçons et les filles dans le cadre du projet «Balkan Alpe Adriatique» (BAAP). Dans les régions des Balkans de l'Ouest et du Caucase du Sud, l'association danoise «Cross Cultures Project» (CCPA) a participé activement à la mise en œuvre d'écoles de football pour le plaisir destinées à des enfants âgés de 7 à 11 ans, en utilisant le football local comme «véhicule pour stimuler la cohésion sociale et la coexistence pacifique» ([www.ccpa.dk](http://www.ccpa.dk)). Ces deux projets font partie des bonnes pratiques présentées dans les sections suivantes.

### 3. Exemples de bonnes pratiques dans la région des Balkans de l'Ouest

Milan Hosta

Lorsque l'on s'efforce de comprendre la situation socio-politique dans la région des Balkans, notamment dans le cas des pays de l'ex-Yougoslavie, il est difficile de savoir s'il s'agit de sociétés qui se relèvent d'un conflit ou qui sont encore en conflit. Nombreux sont ceux qui ont essayé de fournir une brève explication du contexte social qui, avec l'humour, l'autodérision et l'ironie uniques à cette région, pourrait être décrit ainsi: «*là où la logique finit, les Balkans commencent*» ou, comme le chante le groupe serbe de musique rock Bajaga, «*voyez les Balkans, le pays des rêves... un pays bâti par les guerriers, les poètes et des dieux divers... où une guerre éclate tous les cinquante ans...*»

Il est incontestable que l'histoire socio-politique de la région, très riche, a produit une mythologie haute en couleurs qui a été utilisée et détournée politiquement à travers les âges, de l'antiquité à la désintégration de la Yougoslavie au début des années 1990. Phénomène important du vingtième siècle, le sport a joué un rôle déterminant dans la construction et la déconstruction des liens étroits unissant les groupes ethniques de la région.

#### 3.1. Brève histoire géopolitique de la région

- La République fédérative socialiste de Yougoslavie, Etat unique, s'est désintégrée en six Etats indépendants: la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Monténégro, la Serbie, la Slovénie et «l'ex-République yougoslave de Macédoine». Chacun de ces

Etats, à l'exception de la Bosnie-Herzégovine, est une nation dominée par un seul groupe ethnique.

- Le Kosovo<sup>4</sup> a déclaré son indépendance en 2008 mais n'a pas été encore officiellement reconnu par l'ONU en tant qu'Etat indépendant. Il continue d'être considéré comme une province de la Serbie, bien que sa population soit en majorité albanaise.
- Six langues sont parlées dans la région, à savoir le bosnien, le croate, le macédonien (alphabet cyrillique), le serbe (alphabet cyrillique), le slovène, qui appartiennent toutes au groupe des langues slaves, et l'albanais.
- La région comprend trois religions principales: le catholicisme romain, l'orthodoxie orientale et l'islam.
- Seuls «l'ex-République yougoslave de Macédoine» (1991) et le Monténégro (2006) ont obtenu leur indépendance d'une manière pacifique.
- La Slovénie est membre de l'Union européenne depuis 2004. La Croatie est candidate à l'adhésion à l'Union européenne depuis 2004, «l'ex-République yougoslave de Macédoine» depuis 2005 et le Monténégro depuis décembre 2010. L'Albanie et la Serbie ont soumis une demande d'adhésion à l'Union européenne.
- En 2009, le PIB par habitant était respectivement de 24 111 USD pour la Slovénie, de 15 284 USD pour la Croatie, de 5 821 USD pour la Serbie, de 4 546 USD pour «l'ex-République yougoslave

4. Toute référence au Kosovo dans le présent manuel, qu'il s'agisse de son territoire, de ses institutions ou de sa population, doit être entendue dans le plein respect de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, sans préjuger du statut du Kosovo.

de Macédoine» et de 4 365 USD pour la Bosnie-Herzégovine (source : FMI, 2009).

### 3.2. Le rôle du sport dans la région

*«Bâtir une amitié prend des années mais la détruire prend une seconde. Je pense que c'est exactement ce qui nous est arrivé.»*

Vlade Divac, ancien joueur de la NBA, aujourd'hui Président du Comité olympique serbe, à propos de son amitié avec Dražen Petrović, vedette croate du basket professionnel<sup>5</sup>.

Pendant les célébrations qui ont suivi la victoire de la Yougoslavie sur l'Union soviétique lors de la finale de la coupe du monde de basketball (la Yougoslavie avait battu les Etats-Unis d'Amérique en demi-finales), Vlade Divac arracha le drapeau croate des mains d'un supporter qui était venu se joindre à la foule en liesse sur le parquet. C'était en 1990, à une période où il était clair que les tensions nationalistes déboucheraient sur un nouvel ordre étatique dans la région, une période pendant laquelle une équipe yougoslave composée de joueurs d'ethnies différentes dominait le monde du basketball. Cet exemple emprunté au basketball montre bien que seul le sport peut produire des images aussi passionnées et illustre la façon dont ces images peuvent être liées aux passions politiques que le pouvoir manipule sur le terrain du nationalisme.

L'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie était un Etat dans lequel le sport jouait un rôle majeur qui était étroitement lié aux intérêts politiques. Le pouvoir était très conscient de l'importance

politique du sport et de la reconnaissance internationale que l'on pouvait obtenir grâce à lui. Les équipes sportives, notamment celles pratiquant le football, le basketball, le handball, le volleyball et le waterpolo jouaient dans l'élite du sport mondial. Ce pays de 20 millions de personnes avait un potentiel sportif suffisant non seulement pour fournir des ligues et des championnats nationaux d'un excellent niveau mais aussi pour s'imposer à l'échelon international. En fait, le modèle interventionniste de la politique sportive socialiste, qui ne permettait pas aux athlètes de devenir des professionnels, procurait aux athlètes des avantages cachés sous la forme de bourses, d'un service civil et d'autres faveurs non négligeables sur le plan personnel. Après le morcellement de la Yougoslavie, beaucoup estimaient que ce niveau d'excellence ne serait plus atteint. Or les Etats qui sont devenus indépendants (en particulier la Croatie, la Serbie et la Slovénie) ont réussi à garder le contact avec l'élite, même s'ils ne sont plus au sommet. En outre, de nombreux athlètes de la région sont devenus des vedettes dans les ligues mondiales les plus fortes (comme la NBA pour le basketball, l'ATP et la WTA pour le tennis, la FIS pour le ski, etc.) malgré la lenteur du développement économique de la région et l'histoire récente des conflits armés. D'ailleurs les médias diffusent en boucle cette succession ininterrompue d'exploits sportifs de haut niveau réalisés par des athlètes issus de pays qui formaient autrefois un seul Etat. Ce faisant, ils prolongent l'héritage d'une région talentueuse et déclenchent une forme de nostalgie du bon vieux temps où tous ces pays avaient été, ensemble, champions du monde (équipe de football des moins de 20 ans en 1987, équipes de basketball en 1970, 1978 et 1990). Une des raisons qui peuvent expliquer ce phénomène est que certains des athlètes de l'ex-Yougoslavie sont désormais entraîneurs ou commentateurs.

5. Citation extraite du film *Once Brothers* [Autrefois frères], 2010, ESPN.

*Passions extrêmes, douleurs extrêmes, théories extrêmes*

*« La Yougoslavie dans les années 1990 : la plus grande équipe de l'histoire ? La guerre en Yougoslavie a sans doute privé le monde de la plus grande équipe de l'histoire du football. [...]*

*Que se serait-il passé si Jarni, Stimac, Prosinecki, Boban, Suiker et Mijatovic avaient pu être alignés avec Mihajlovic, Jugovic et Boksic et des joueurs qui étaient déjà au sommet de leur carrière comme Dragan Stojkovic, Dejan Savicevic et Srecko Katanec ? »*

*« Alors, a déclaré Katanec, nous aurions dominé le monde. »*

Jonathan Wilson<sup>6</sup>

Sport le plus populaire dans l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie, le football est devenu également le domaine où les supporters expriment des passions nationalistes et ethno-mythiques pendant le réveil de la démocratie dans les années 1980. Malheureusement, la liberté de parole était limitée et ne laissait d'espace qu'aux discours de haine fondés sur des motifs nationalistes. Très vite, les stades se sont transformés en laboratoires politiques où la logique du comportement de masse et la génération des conflits ont été testées.

Dans les Balkans, la passion pour le sport n'a pas été épargnée par les attitudes si bien décrites par George Orwell dans son célèbre article « L'esprit sportif » (*La Tribune*, 1945) : « A un certain niveau, le sport n'a plus rien à voir avec le fair-play. Il met en jeu la haine, la

6. *The Guardian*, 24 juillet 2007 ([www.guardian.co.uk/football/2007/jul/24/newstory.sport9](http://www.guardian.co.uk/football/2007/jul/24/newstory.sport9)).

*jalousie, la forfanterie, le mépris de toutes les règles et le plaisir sadique que procure le spectacle de la violence : en d'autres termes, ce n'est plus qu'une guerre sans coups de feu.»*

Or là où la logique du sport s'arrêtait, certains se sont mis à pratiquer un sport quasi orwellien, mais cette fois-ci totalement armés. Il n'est donc pas fortuit que des individus ordinaires aient décidé de devenir des soldats du week-end au lieu d'être des coureurs du dimanche pendant la guerre des années 1990. Les supporters de football organisés ont été les premiers parmi ceux qui sont entrés en guerre et qui se sont ralliés aux forces spéciales paramilitaires.

La complexité des événements politiques, de la diversité religieuse et ethnique, des lourds problèmes historiques non résolus et des tendances nationalistes extrêmes de certains individus sont autant de facteurs qui, d'une manière combinée, ont permis aux émeutes déclenchées lors des matches de football de contribuer aux changements qui se sont produits dans la région des Balkans ainsi qu'en Europe. En conclusion de cette partie, on peut affirmer que le sport, même s'il a parfois été mal utilisé, a changé les Balkans. Le sport peut donc être un outil sur lequel on peut s'appuyer pour prolonger le changement dans d'autres directions, plus humaines, dans cette région. Reste qu'une question se pose à cet égard, sans doute la plus importante : le sport de compétition qui crée une identification nationale peut-il également contribuer à l'objectif de promotion de la cohésion sociale dans les sociétés qui se relèvent d'un conflit ? Nous ne chercherons pas ici à donner une réponse définitive à cette question, mais les exemples de bonnes pratiques présentés ci-dessous s'efforceront d'y parvenir.

### Les stratégies mises en œuvre après un conflit

Pour aboutir, la gestion du changement doit satisfaire à une première condition : la nécessité et la volonté de changer doivent venir de la société elle-même et des individus qui la composent. Une deuxième condition nous vient d'une citation attribuée à Albert Einstein : les problèmes ne peuvent pas être résolus au même niveau de conscience que celui qui les a créés. Les conflits armés ont commencé en 1991 avec la guerre de dix jours en Slovénie et se sont terminés en 1995 par les accords de paix de Dayton signés par la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la Serbie. En 1998-1999, un conflit armé a de nouveau éclaté à propos du statut du Kosovo\*, jusqu'au point culminant de l'intervention des forces de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) contre la République fédérale de Yougoslavie en 1999. Cette région dynamique continuera probablement à être au centre de la lutte et du changement géopolitique car les pays qui en font partie s'efforcent d'être reconnus par (et devenir membre de) l'Union européenne, l'OTAN, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), etc.

### Ligues régionales

La division de la région en plusieurs entités ou Etats plus petits a insufflé une nouvelle dynamique dans les ligues sportives nationales et entraîné une baisse de la qualité des compétitions. Aucun des nouveaux pays n'avait en effet un réservoir de clubs sportifs suffisamment riche pour atteindre le niveau mondial. Conscient de

\* voir note 4 page 19.

cette lacune, l'idée de créer des compétitions qui remplaceraient l'ancienne ligue yougoslave de basketball, de football et d'autres sports a commencé à circuler. En 2001, l'ABA (Ligue adriatique de basketball) a été créée à l'initiative des principaux clubs de basketball, c'est-à-dire l'Olympia (Ljubljana, Slovénie) et le Cibona (Zagreb, Croatie). Au cours de ses deux premières années d'existence, cette ligue comprenait des clubs de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie et de la Slovénie. La Serbie s'y est ralliée deux ans plus tard. Cet exemple montre à quel point le sport peut éliminer les préjugés ou réduire les intérêts nationalistes. Même si des incidents violents ont pu éclater lors de certains matches, aucune flambée importante ne s'est produite en dix ans. Depuis le début, les dirigeants de l'ABA ont poursuivi une politique claire à l'égard des supporters, consistant à empêcher les groupes extrémistes de détourner le jeu. Il s'agit là d'un message qui a été maintes fois adressé, aussi bien aux organisateurs des compétitions qu'aux supporters.

Une solution régionale analogue a été mise en place pour le hockey sur glace. En effet, deux clubs de Slovénie et un de Croatie ont rejoint la ligue nationale autrichienne. Dans le cas du football, certains experts ont affirmé que la région n'était pas encore prête à accepter pacifiquement des compétitions entre des clubs provenant de différents pays de l'ex-Yougoslavie. D'autres cherchent des idées parallèles qui n'incluraient pas les clubs les plus marqués sur le plan national ou les groupes de supporters les plus violents.

Il est indéniable que dans la plupart des sports populaires, certains matches entre des clubs croates et serbes présentent un risque très élevé. En 2003, par exemple, des affrontements ont eu lieu entre des supporters croates et serbes après la finale du championnat

d'Europe de waterpolo entre la Serbie-et-Monténégro et la Croatie, qui s'était déroulée en Slovénie.

En résumé, la prévention de la violence et du racisme dans le sport n'est pas une question relevant uniquement du secteur du sport. En effet, le sport est détourné de son objet par les responsables politiques pour des motifs qui dépassent le cadre de la compétition (c'est-à-dire les passions nationalistes exacerbées, l'éducation du supporter/soldat, etc.). Pour apporter une réponse à ce problème, il faudrait définir un mode d'intervention qui mette fin à de telles pratiques et démocratise les structures sociales et les institutions sportives. Il conviendrait par ailleurs de mettre en œuvre des stratégies qui utilisent le pouvoir du sport pour démocratiser la région tout en renforçant la cohésion sociale, la croissance économique et le bien-être en général.

#### *Stratégies institutionnalisées pour renforcer la société par le sport*

Tous les Etats de l'ex-Yougoslavie se sont efforcés d'élaborer un nouveau modèle de politique sportive pour la société dans le but déclaré d'assurer le bien-être des populations. Compte tenu des conditions historiques, tous ces nouveaux Etats ont choisi un modèle interventionniste dans lequel la politique gouvernementale régleme la compétition dans une large mesure. En effet, à l'exception d'un mouvement olympique puissant reposant sur une logique coopérative multinationale, et de quelques associations sportives qui peuvent se permettre une organisation fondée sur le marché, le reste du secteur sportif dépend de l'Etat.

L'examen des stratégies nationales bosniaques et serbes montre d'une manière très révélatrice la manière dont ces pays comprennent

le sport ainsi que les différents choix auxquels ils procèdent pour reconstruire un environnement concurrentiel et sain pour les nouvelles générations.

La stratégie serbe pour 2009-2013 repose sur le principe selon lequel le pays assure lui-même sa représentation sur le plan international, affirme son héritage culturel et renforce la cohésion nationale au moyen du sport (Ministère de la jeunesse et du sport, Serbie, 2008). Par ailleurs, l'importance de l'éducation physique est soulignée et le manque évident d'infrastructures sportives est mentionné. Sur la base de ce principe, des actions prioritaires sont planifiées et un soutien financier est accordé en conséquence. Un accent explicite est mis sur la reconnaissance nationale, ce qui pourrait remettre en cause les idéaux liés à la cohésion sociale et au dialogue ethnique. En effet, lorsque le sport est considéré d'une manière étroite, les projets qui l'utilisent comme un outil de développement démocratique ou de pluralisme ethnique et culturel et non comme un moyen de représenter la nation dans les compétitions internationales ne bénéficient pas systématiquement d'un soutien budgétaire de l'Etat.

Le groupe d'experts qui a élaboré la stratégie bosniaque pour 2010-2014 était conscient de la complexité du sport et a adopté une démarche différente (Ministère des affaires civiles, Bosnie-Herzégovine, 2010). Les experts ont déclaré que l'objectif commun visé pour développer le sport en Bosnie-Herzégovine était de créer des systèmes et des mécanismes qui lui permettront de devenir une partie importante de la culture et des valeurs spirituelles et matérielles collectives. Ils ne nient pas la valeur du sport en tant qu'instrument de représentation nationale mais ils en font

la promotion d'une manière beaucoup plus subtile en définissant trois objectifs généraux. Le premier objectif est lié au sport pour tous, le deuxième à l'éducation physique et au développement des talents, et le troisième repose explicitement sur l'intervention de l'Etat afin d'atteindre et de maintenir des résultats dans le sport d'élite. Les deux stratégies, serbe et bosniaque, ont un même problème, celui de la faiblesse des infrastructures pour réaliser ces objectifs.

Dans ces conditions, les modèles de bonnes pratiques doivent être incorporés dans une théorie du sport moderne et progressiste du point de vue social. Etant donné que les anciennes structures du sport sont contaminées par la manipulation politique, de nouvelles initiatives issues du secteur non gouvernemental pourraient insuffler un surcroît d'énergie constructive dans le programme plus large du développement social dans la région. Le cas des ligues de football régionales est un exemple notable à cet égard. Cependant, ces nouvelles stratégies ne déboucheront pas toujours sur le supplément de qualité recherchée. En conséquence, les idées qui prônent un développement parallèle dans lequel le nouveau contexte permettrait à de nouveaux acteurs de jouer un rôle de chef de file et à d'autres de suivre la voie tracée pourraient être une solution possible.

Il existe d'autres initiatives qui méritent d'être mentionnées, notamment celles qui viennent de la base et qui répondent aux besoins des individus de créer un environnement épanouissant où le sport est pratiqué pour lui-même et utilisé pour créer des avantages indirects, tant sur le plan de la démocratie que du pluralisme, qui enrichissent la société de l'intérieur.

### 3.3 Projets de bonnes pratiques – Etudes de cas

#### *Observation préliminaire*

Depuis 1999, l'Institut de Vienne pour le dialogue international et la coopération (VIDC) a coordonné les activités du réseau européen FARE (Football contre le racisme)<sup>7</sup>. Le but de ce réseau est de lutter contre le racisme, l'homophobie, le sexisme et l'exclusion des minorités du football européen. L'une des activités les plus abouties du réseau FARE est la Semaine d'action contre la discrimination dans le football, qui a lieu chaque année en octobre. Cette initiative compte au nombre de ses participants des associations, des ONG, des groupes de jeunesse et des organisations représentant des minorités, notamment dans les Balkans de l'Ouest.

En 2003, les premiers clubs de l'ex-Yougoslavie sont devenus actifs : l'Etoile rouge de Belgrade, le Partizan de Belgrade et le FK Rad Belgrade ont symboliquement infligé un carton rouge contre le racisme lors de leurs matches à domicile. L'un après l'autre, les clubs et initiatives de « l'ex-République yougoslave de Macédoine », de la Croatie, du Monténégro et de la Bosnie-Herzégovine ont commencé à se mobiliser. Depuis 2006, le réseau FARE et l'Institut VIDC ont multiplié leurs activités dans les Balkans de l'Ouest. Grâce à un partenariat avec Nike et la Fondation Roi Baudouin, qui appuie la campagne « Stand Up, Speak Up » de lutte contre le nationalisme dans les Etats des Balkans, le projet a bénéficié de ressources financières importantes pour la première fois de son histoire. Un certain

7. Depuis juillet 2010, le réseau FARE est structuré comme une ONG indépendante. L'institut VIDC reste un partenaire du réseau. Il est chargé de mener la campagne en Autriche et fait office de consultant pour des initiatives menées dans les Balkans.

nombre d'initiatives présentées ci-dessous sont conduites dans le cadre du réseau FARE.

#### *Note sur les méthodes*

Un questionnaire visant à obtenir des informations sur les initiatives et projets présentés a été envoyé à 57 adresses électroniques, notamment celles des comités olympiques et des organismes gouvernementaux responsables du sport dans les pays cibles. Le taux de réponses étant faible au début, il a été décidé d'établir un contact personnel avec un certain nombre de représentants d'ONG locales ayant des compétences d'experts dans le domaine. Parmi les nombreuses initiatives présentées, beaucoup n'ont pas encore été officiellement évaluées, et il a parfois été difficile de tirer des conclusions sur leur transférabilité et leur pérennité. C'est la raison pour laquelle on ne trouve pas d'évaluation finale des critères de bonnes pratiques dans certaines de nos descriptions de projet.

## Ecoles de football pour le plaisir (OFFS)

**Organismes(s) d'exécution et principale organisation :** Danemark.

**Lieu (ville, région et pays) :** Skopje, « L'ex-République yougoslave de Macédoine ».

**Partenaires engagés :** Fédération de football, Agence pour le sport et la jeunesse, gouvernements du Danemark, de la Finlande, de la Norvège et de la Suède (Initiative du Pacte de stabilité), clubs de football, Telekom Macedonia, Ministère macédonien de l'écologie, municipalités locales, UEFA.

**Pays et/ou régions engagés :** Arménie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Géorgie, Kosovo\*, Moldova, Serbie, « l'ex-République yougoslave de Macédoine », Ukraine, Irak, Jordanie, Liban, Syrie.

**Période du projet/Date de l'événement :** 1998 en Bosnie-Herzégovine ; 2000 dans « l'ex-République yougoslave de Macédoine » ; 2001 en Serbie-et-Monténégro ; 2002 en Croatie ; 2003 dans le Caucase (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie) ; 2006 au Kosovo\* ; 2008 en Moldova ; 2010 en Ukraine.

**Groupe(s) cible(s) :** Enfants âgés de 7 à 11 ans, entraîneurs, parents, clubs de football, écoles primaires.

**Sport :** Football.

Les écoles de football pour le plaisir sont un des programmes transnationaux les plus importants faisant appel au sport comme instrument pour renforcer la cohésion sociale dans les sociétés qui se relèvent d'un conflit.

\* Voir note 4 page 19.

Ce projet, réalisé dans les Balkans de l'Ouest, a également été mis en œuvre dans le Caucase du Sud et d'autres régions. Ses objectifs sont de favoriser la paix et la stabilité en renforçant les capacités des organisations de la société civile, et de promouvoir un soutien local en faveur d'une collaboration transfrontière (Cross Cultures, 2010).

Commencé en Bosnie-Herzégovine en 1998, il a été introduit pour la première fois en 2000 dans « l'ex-République yougoslave de Macédoine ». Selon les organisateurs, 175 écoles de football pour le plaisir ont été mises en place entre 2000 et 2009, et plus de 38 000 garçons et filles âgés de 7 à 11 ans y ont participé. Ces écoles ont formé 2 800 entraîneurs bénévoles par le biais de séminaires régionaux, et 3 000 assistants entraîneurs et responsables de clubs sportifs ont participé à leurs activités.

Selon la philosophie de l'Association CCPA, le but des écoles de football pour le plaisir est de renforcer la coopération mutuelle entre les institutions et les organisations qui travaillent avec des enfants dans la région, et de concevoir des activités et des programmes éducatifs autour des principes fondamentaux de la « multiethnicité, de l'égalité hommes-femmes, du sport pour tous, de la dimension sociale et de l'idée de plaisir ».

Le programme des écoles de football pour le plaisir était une des premières initiatives visant à renforcer la compréhension et la confiance mutuelles après la guerre civile en Bosnie-Herzégovine, et il a joué un rôle déterminant dans la résolution pacifique des conflits dans l'ex-Yougoslavie. Ce programme a permis d'organiser des événements sportifs de rue ainsi que des activités de suivi connexes, comme des activités/ateliers pour les enfants qui vivent

dans des zones de conflit, des réunions avec les autorités locales, des procédures d'évaluation, etc.

- **Viabilité:** Les écoles sont viables grâce à la bonne gouvernance publique, une bonne approche institutionnelle locale et l'élaboration d'une « boîte à outils » pour les bénévoles.
- **Lutte contre les discriminations:** Les activités ont été conçues pour répondre aux besoins réels des populations vivant dans une région multiethnique, promouvoir la coexistence pacifique et rassembler des enfants et des adultes de différentes origines ethniques.
- **Efficacité et impact:** La mise en œuvre d'activités de suivi telles que les ateliers permet d'accroître l'efficacité du projet.
- **Transférabilité:** La méthodologie du projet, la structure organisationnelle, la qualité de l'appui fourni par le web, l'exhaustivité de la base de données ont été transférées à plusieurs pays en conflit dans la région du Caucase (voir chapitre 4 ci-dessous).
- **Examen et évaluation:** L'initiative a permis de mettre en œuvre une méthodologie d'évaluation claire.
- **Participation des bénéficiaires:** La participation des parties prenantes, des partenaires et des sponsors est sans ambiguïté.

## Le football unit les Alpes, l'Adriatique et les Balkans

**Organisme(s) d'exécution:** Projet BAAP.

**Lieu (ville, région et pays):** Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Serbie.

**Partenaires engagés:** Institut VIDC, réseau FARE, fédérations de football de Bosnie-Herzégovine, du Monténégro et de Serbie, Fondation Roi Baudouin.

**Pays et/ou régions engagés:** Pays des Balkans de l'Ouest, Autriche.

**Période du projet/Date de l'événement:** Depuis 2006.

**Groupe(s) cible(s):** Groupes de jeunesse, groupes ethniques dans les Balkans, personnel d'administration du sport, supporters.

**Sports:** Football.

La campagne intitulée «Le football unit les Alpes, l'Adriatique et les Balkans» a été organisée dans le cadre du projet BAAP en partenariat avec l'institut VIDC et le réseau FARE (Football contre le racisme en Europe). Les activités de la campagne sont axées sur le renforcement de la coopération entre les fédérations de football de la Bosnie-Herzégovine, du Monténégro et de la Serbie. Le financement des activités est assuré par ces fédérations de football, l'UEFA et la Fondation Roi Baudouin.

En résumé, le programme poursuit les objectifs suivants :

- utiliser le football comme instrument de dialogue interculturel et de compréhension mutuelle ;
- éduquer les supporters et les représentants des équipes de jeunes dans les clubs aux dangers du nationalisme ethnique et du racisme ;

- lutter contre le nationalisme, en particulier dans les équipes de jeunes, en favorisant les échanges entre des jeunes de toutes les communautés ;
- utiliser le football comme moyen de communiquer un message d'intégration visant les jeunes et le grand public.

Ce projet combine plusieurs mesures différentes: l'une implique les *Balkaniades*, qui sont une série de tournois internationaux de football pour les garçons et les filles âgés de moins de 16 ans. Ces tournois sont organisés par les fédérations nationales de football et les clubs locaux et mettent en compétition des équipes de différents pays des Balkans. Une autre mesure concerne la série d'ateliers intitulés «Le football unit». Chaque année, ce projet réunit des acteurs régionaux et internationaux qui examinent des exemples de bonnes pratiques et d'initiatives contribuant à éliminer le nationalisme et le racisme. En outre, les organisateurs ont conduit des activités de lutte contre le racisme avec des équipes et des clubs nationaux de football. Les partenaires du projet ont organisé plusieurs journées de lutte contre le racisme à l'occasion de matches de football dans les Balkans.

Il existe aussi des programmes d'échanges pour la jeunesse dans le cadre des tournois internationaux organisés à Vienne (Autriche) en faveur du fair-play chez les jeunes. Ces tournois réunissent une fois par an des communautés locales de migrants, des minorités ethniques, des équipes de football et des invités internationaux provenant des Balkans de l'Ouest. Tous ces protagonistes viennent jouer au football et approfondir les échanges interculturels.

Une des principales réussites du projet BAAP est qu'il a contribué à provoquer le débat sur la question du nationalisme et de la

discrimination dans les Balkans de l'Ouest. Les médias et les parties prenantes du football y sont désormais beaucoup plus sensibilisés. Les instances du football ont également adopté une démarche plus proactive sur la question et élaboré des mesures de lutte contre la discrimination en coopération étroite avec les acteurs du projet BAAP. Ces derniers ont par ailleurs commencé à établir des liens entre diverses organisations œuvrant dans des régions et pays différents de l'ex-République socialiste de Yougoslavie, et à organiser une campagne commune en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro et en Serbie, en étroite collaboration également avec la Croatie et « l'ex-République yougoslave de Macédoine ».

- **Viabilité:** Ce projet s'appuie sur un réseau établi de partenaires.
- **Lutte contre les discriminations:** Le projet a fait mieux connaître les problèmes résultant des discriminations ethniques dans la région.
- **Efficacité et impact:** Le projet a réussi à rassembler des jeunes vivant dans les zones de conflit.
- **Transférabilité:** Le rôle des ONG locales en tant que vecteurs du changement social et la participation de bénévoles sont transférables.
- **Examen et évaluation:** L'initiative s'est développée étape par étape en partenariat avec des partenaires européens comme le réseau FARE, l'UEFA et l'Institut VIDC. Ces partenaires internationaux et les acteurs du projet BAAP ont mis en place des mesures pour assurer le suivi des résultats des activités, ce qui permet d'apporter chaque année des corrections et des changements mineurs à la stratégie. En outre, des parties prenantes importantes de la région ont participé aux débats sur l'évolution

du projet, ce qui a eu un effet important sur le renforcement de la confiance mutuelle.

- **Participation des bénéficiaires:** Les bénévoles s'impliquent pleinement au projet, dont le point culminant est un tournoi commun qui se déroule à Vienne, qui constitue à la fois une récompense et une motivation pour le changement social.

## Je suis venu(e) jouer

**Organisme(s) d'exécution :** Organisation PLAY.

**Lieu (ville, région et pays) :** Letenka, Novi Sad (Serbie).

**Partenaires engagés :** Ministère de la jeunesse et du sport de Serbie, Ambassade des Etats-Unis d'Amérique, Institut slovène pour le fair-play et la tolérance dans le sport.

**Pays et/ou régions engagés :** Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Monténégro, Serbie, Slovénie, « L'ex-République yougoslave de Macédoine ».

**Période du projet/Date de l'événement :** Août 2010.

**Groupe(s) cible(s) :** Jeunes (garçons et filles).

**Sport :** Basketball.

L'organisation PLAY est une organisation humanitaire pour la jeunesse et le sport qui a été fondée en mai 2008 par Mihajlo Delić, un ancien basketteur professionnel. Son but est d'utiliser le sport comme instrument universel de changement social et de promouvoir un comportement éthique et un bon esprit sportif.

L'organisation PLAY organise chaque année un camp de basketball intitulé « Je suis venu(e) jouer » dont le mot d'ordre est « reconstruire les liens et transcender les frontières par le pouvoir du sport et du jeu ». Selon cette organisation, le camp est « conçu pour rassembler un groupe de jeunes gens dont l'amour du sport et du basketball transcende les événements historiques qui se sont récemment produits dans la région » (Organisation PLAY, 2009, 4). Le camp de basketball s'efforce d'associer l'expérience positive que représente le fait de jouer ensemble à des instructions, des ateliers et des jeux sociaux liés au basketball afin de mettre en valeur la capacité de direction des jeunes, l'importance de l'éducation et de

la responsabilité sociale, des modes de vie sains et « la capacité du sport à transcender les frontières et les stéréotypes nationalistes tout en promouvant des valeurs et une compréhension mutuelles auprès des jeunes joueurs ». Ce camp a été l'occasion pour des jeunes de l'ex-République socialiste de Yougoslavie de se rencontrer et de jouer ensemble conformément aux principes du fair-play, de la tolérance et du multiculturalisme. Tirant parti de la passion des enfants pour le sport, le camp s'est employé à développer le potentiel des jeunes participants qui, lorsqu'ils retournent dans leurs communautés, deviennent des agents de la tolérance.

Chaque année, ce projet est appuyé par un nombre croissant de partenaires et de parties prenantes et il continue à acquérir une importance sociale croissante en Serbie et dans d'autres Etats participants. Le réseau mis en place peut désormais être utilisé pour examiner le rôle du sport dans le renforcement de la cohésion sociale dans les sociétés qui se relèvent d'un conflit. Le projet bénéficie d'une bonne couverture médiatique, ce qui lui procure un certain avantage. Par ailleurs, la stratégie de communication de l'organisation PLAY constitue, en particulier, un modèle de bonne pratique pour d'autres ONG.

- **Viabilité :** La viabilité du projet est confortée par une gestion de projet, une mobilisation de fonds et un soutien médiatique efficaces.
- **Lutte contre les discriminations :** L'initiative a réussi à rassembler les pays de l'ex-République socialiste de Yougoslavie et l'Albanie.
- **Efficacité et impact :** Le projet a réussi à obtenir une reconnaissance importante des experts et des médias.

- **Transférabilité:** Les composantes du projet qui sont transférables à d'autres contextes sont les ateliers d'experts sur la gestion des conflits, le soutien d'athlètes d'élite et d'entraîneurs de haut niveau et l'accès du public au rapport final sur le projet publié sur le web.
- **Examen et évaluation:** Le projet utilise d'une manière très efficace le sport comme outil diplomatique et le rapport final de projet présente clairement les réalisations de l'initiative.
- **Participation des bénéficiaires:** Les groupes qui ont appuyé cette initiative y ont participé activement en tant que conférenciers, animateurs d'ateliers, etc.

## Mini-terrain

**Organisme(s) d'exécution:** Fédération serbe de football.

**Lieu (ville, région et pays):** Serbie.

**Partenaires engagés:** UEFA, Ministère de la jeunesse et du sport de la République de Serbie, Royaume de Norvège.

**Pays et/ou régions engagés:** Serbie.

**Période du projet/Date de l'événement:** 2008-2009

**Groupe(s) cible(s):** Jeunes (garçons et filles).

**Sport:** Football, basketball, volleyball.

Le projet de mini-terrains est un projet qui encourage la pratique du sport et d'une vie saine auprès des enfants et des adolescents en Serbie. Or de nombreuses communautés serbes souffrent d'un manque d'infrastructures pour la jeunesse et la mise en place de centres pour la jeunesse qui ne soient pas uniquement axés sur le sport est une des préoccupations premières du Ministère de la jeunesse et du sport en Serbie. Grâce à ce projet, ce ministère et la Fédération serbe de football ont pu bénéficier de l'appui de l'ambassade de Norvège, de la Fédération norvégienne de football et de l'UEFA et aménager au moins 50 mini-terrains de football en Serbie. Les mini-terrains permettent à un nombre accru de jeunes garçons et filles de pratiquer le sport. Ce programme est géré d'une manière durable, et les projets communautaires sont structurés pour tirer parti des avantages de ces terrains multifonctions. En effet, chaque mini-terrain est conçu pour que les jeunes puissent jouer aussi bien au football qu'au basketball ou au volleyball, voire pratiquer d'autres activités physiques ou de loisir. La communauté locale est chargée d'entrer en contact avec les divers groupes cibles et de les sensibiliser à des questions comme les droits de l'homme,

la drogue, l'écologie, le racisme, le nationalisme, la démocratie, la violence et l'encadrement des supporters.

Selon les organisateurs, la construction de ces petits terrains a rendu encore plus évident le manque de capacités de gestion et de maintenance des installations locales. En outre, les interventions « douces » visant à promouvoir les valeurs sociales qui doivent être communiquées au moyen d'activités locales n'étaient pas encore exploitées pleinement.

Ce projet n'est pas « ponctuel » car son but est de s'inscrire à long terme dans les communautés locales, d'accroître le niveau normatif et d'améliorer les infrastructures publiques sportives. Il a permis de créer de nombreuses écoles de sport et de mettre en place des activités sportives permanentes destinées à un grand nombre d'utilisateurs. La Fédération serbe de football estime que ce projet aura aussi une incidence positive sur le développement d'autres infrastructures de sport et de loisirs et sur leur gestion en particulier.

Compte tenu du manque criant d'infrastructures sportives et de loisirs dans la région, ce projet présente un fort potentiel. Afin de changer les relations et les modèles sociaux, les installations sportives doivent également être adaptées aux besoins contemporains. Le projet de mini-terrains répond à cette demande et influe sur le comportement des jeunes en les invitant à se rendre dans d'autres endroits. Il conviendrait cependant de mettre en place un programme social pour que l'impact soit plus fort.

- **Viabilité:** Une des conséquences du projet a été la mise en place d'infrastructures sportives et la conduite d'autres activités sportives. Le projet a une incidence nationale reconnue et à long terme.

- **Lutte contre les discriminations:** Bien que le projet n'ait aucune incidence directe sur la lutte contre les discriminations, ses concepteurs ont élaboré des lignes directrices qui permettront de l'utiliser pour traiter d'autres questions liées aux discriminations.
- **Efficacité et impact:** Le projet a réussi à mettre en place une bonne plateforme permettant de poursuivre des activités à long terme.
- **Transférabilité:** Il semble que la priorité donnée à la qualité des infrastructures comme condition première de la poursuite du programme constitue une leçon importante pour la transférabilité.
- **Participation des bénéficiaires:** La participation des bénéficiaires s'explique principalement par le fait que ces mini-terrains pourront être utilisés à l'avenir par les communautés.

## Les amis du judo

**Organisme(s) d'exécution :** Ministère de la jeunesse et du sport.

**Lieu (ville, région et pays) :** Serbie, Ivanjica.

**Partenaires engagés :** Fédération serbe de judo, APES, Peace and Sport.

**Pays et/ou régions engagés :** Bosnie-Herzégovine, Croatie, Monténégro, Serbie, Slovaquie, « l'ex-République yougoslave de Macédoine » et Algérie.

**Période du projet/Date de l'événement :** Depuis 2002.

**Groupe(s) cible(s) :** Jeunes, entraîneurs.

**Sport :** Judo.

Du 24 juillet au 2 août 2010, le Ministère de la jeunesse et du sport de Serbie a organisé un camp de judo baptisé « Amis du judo » en coopération avec la Fédération serbe de judo et l'Accord partiel élargi sur le sport du Conseil de l'Europe avec l'appui de l'Union européenne de judo et l'Organisation pour la Paix par le Sport de Monaco.

Le camp a rassemblé des jeunes judokas âgés de 16 à 18 ans provenant de six pays : Serbie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Monténégro et « l'ex-République yougoslave de Macédoine ». Des judokas d'Algérie avaient également été invités au camp dans le cadre d'un récent accord de coopération sportive avec la Serbie.

Le but du camp était de promouvoir la « paix et le sport dans la région des Balkans » car les organisateurs considèrent que le sport est un moyen efficace de « restaurer les relations et d'établir une coopération et des liens étroits » dans une région qui se relève d'un conflit, et de « renforcer la compréhension mutuelle et la tolérance ».

Le programme de dix jours comprenait des entraînements de judo supervisés par des instructeurs de judo qualifiés venus de Serbie, des conférences sur la prévention du racisme et de la violence dans le sport données par des experts du Conseil de l'Europe, des ateliers sur l'interaction sociale ainsi que des programmes de divertissement en soirée.

Cette initiative a bénéficié d'une couverture médiatique importante, notamment grâce à l'appui du Ministère de la jeunesse et du sport de la Serbie. La visite de la Ministre elle-même et de l'Ambassadeur du Japon a notamment capté l'attention des médias.

Le judo appartient à la famille des arts martiaux et prône une philosophie fondée sur la persuasion et non la coercition. Il est donc très facile de conceptualiser la technique de combat et de l'expliquer au niveau social. De cette façon, les jeunes participants peuvent apprendre comment la connaissance du judo peut les aider à comprendre les conflits ethniques et leur gestion sans qu'ils provoquent de graves dégâts sur le plan social.

- **Viabilité :** La viabilité du projet est assurée par le partenariat gouvernemental et civique qui a été mis en place pour utiliser le sport comme moyen d'atteindre des buts diplomatiques.
- **Lutte contre les discriminations :** Ce thème a été traité indirectement par le biais de conférences et d'ateliers.
- **Transférabilité :** Le partenariat et l'appui des organes gouvernementaux que ce projet a obtenus pourraient être reproduits par d'autres projets.
- **Participation des bénéficiaires :** Le projet a mis l'accent sur l'éducation aux compétences sociales par le sport.

## Le cœur de Mostar: activités de cohésion sociale

**Organisme(s) d'exécution:** Association sportive de la ville de Mostar.

**Lieu (ville, région et pays):** Mostar, Bosnie-Herzégovine.

**Pays et/ou régions engagés:** Participation multiethnique de la région de Mostar.

**Période du projet/Date de l'événement:** Juillet 2010.

**Groupe(s) cible(s):** Tous les citoyens de Mostar.

**Sports:** Football, handball, volleyball, judo.

Mostar est une des villes les plus composites du point de vue ethnique dans la région des Balkans de l'Ouest, où de nombreuses familles mixtes (croates, bosniaques et serbes) ont élu domicile. Elle a donc particulièrement souffert pendant la guerre qui a frappé la région dans les années 1990. La culture physique et le sport ont une longue tradition à Mostar. L'Association sportive de la ville de Mostar a commencé ses activités en 2002 et s'est transformée en 2006 lorsque plusieurs intérêts de la ville ethniquement « disloquée » ont été réunis sous une seule et même direction.

L'Association ne gère pas que le sport. Elle s'efforce également de l'utiliser à des fins de cohésion sociale et pour lutter contre le nationalisme. Elle a ainsi démarré plusieurs activités, notamment en ce qui concerne la popularisation du sport auprès des jeunes et la coordination des compétitions sportives scolaires. Elle décerne, par exemple, une récompense annuelle à la meilleure école et au meilleur professeur d'éducation physique. L'Association organise également chaque année le tournoi de football humanitaire baptisé le « Cœur de Mostar » afin de collecter des ressources matérielles et financières pour aider ceux qui ont besoin d'assistance (pour

soutenir par exemple, le Centre pour les enfants ayant des difficultés, ou pour financer des soins de santé particuliers ou des opérations indispensables pour des enfants démunis).

L'Association, qui coopère également avec les *Balkaniades*, est invitée régulièrement avec une équipe multiethnique au tournoi de football pour les jeunes organisé par le BAAP à Vienne.

La municipalité de Mostar apporte un concours sans faille à l'Association, ce qui accroît l'efficacité des activités de celle-ci. Dans une petite ville comme Mostar, une telle coopération entre une ONG et les autorités publiques locales est très importante car elle permet de répondre aux besoins des citoyens.

- **Viabilité:** Les activités continues d'une association sportive établie assurent la viabilité à long terme du projet.
- **Lutte contre les discriminations:** Le but humanitaire du projet crée une prise de conscience collective et réunit des ethnies par ailleurs divisées.
- **Efficacité et impact:** Le projet a bénéficié d'une coopération locale et d'une coordination multiethnique de bonne qualité.
- **Examen et évaluation:** La réponse aux besoins sociaux a été jugée bonne dans le cadre des limites des ressources humaines et financières disponibles. Le projet n'a cependant pas été évalué.
- **Participation des bénéficiaires:** Toutes les parties prenantes ont joué un rôle actif dans le projet.

## Anti-discrimination et tolérance entre les nationalités au sein de la jeunesse rom et des étudiants en échec scolaire

**Organisme(s) d'exécution:** Forum MNE (Forum pour la jeunesse et l'éducation formelle), Monténégro.

**Lieu (ville, région et pays):** Podgorica, Monténégro.

**Partenaires engagés:** Organisation Save the Children, établissement d'enseignement supérieur « Ivan Uskokovic ».

**Pays et/ou régions engagés:** Monténégro.

**Période du projet/Date de l'événement:** Depuis 2008.

**Groupe(s) cible(s):** Jeunesse rom, jeunesse locale.

**Sports:** Football.

Le Forum MNE a contribué à la semaine d'action organisée chaque année par le réseau FARE depuis 2008. On trouvera ci-après un exemple de la manière dont une organisation non sportive peut utiliser le sport pour atteindre ses propres objectifs, à condition de faire partie d'un programme et d'un contexte plus larges comme celui du réseau FARE et de disposer d'une enveloppe financière permettant à l'ONG de couvrir les coûts du projet.

En octobre 2009, une activité a ciblé la lutte contre les discriminations en mobilisant des jeunes de groupes à risque provenant de Podgorica. Un match de football a donc été organisé entre des jeunes joueurs d'élite du FC Kom Podgorica et des jeunes Roms, auxquels se sont ajoutés quelques bénévoles du camp de réfugiés Konik à Podgorica.

Selon le Forum MNE, les organisateurs sont bien informés de la manière dont fonctionnent les médias locaux et nationaux. En 2008,

l'organisation a reçu un soutien considérable des journalistes, qui ont participé personnellement à l'événement en jouant au football. En 2009, le tournoi leur était donc déjà familier. L'événement a bénéficié du soutien de deux quotidiens nationaux (*Pobjeda* et *Vijesti*). Les articles ont été publiés avec des photos le jour suivant, ce qui a beaucoup aidé la communauté et les participants.

Les participants ont été mobilisés à toutes les étapes du projet, depuis la phase de conception jusqu'à sa réalisation, et les bénévoles ont contribué à la logistique. Le tournoi a donc pu transmettre des messages forts à un public plus large. L'événement terminé, le Forum MNE a organisé des réunions avec les participants afin de mesurer son impact et de susciter le débat. Bien que sa portée ait été mineure eu égard à l'importance de la communauté visée, il n'en a pas moins été significatif aux yeux des participants. Ces activités ont en effet modifié l'attitude et le comportement des jeunes dans la mesure où il leur a permis de mieux comprendre le rôle et la responsabilité de l'individu dans la société. Petit à petit, les communautés qui ont exprimé leur intention de reconnaître les groupes à risque et de partager avec eux leurs activités, sur les plans médiatique et sportif, suivent une voie démocratique. Plus les actions de ce type sont fréquentes, moins il sera nécessaire de souligner l'importance de l'empathie sociale parmi les membres de la communauté.

- **Viabilité:** La viabilité est assurée par la politique progressive d'impact social du projet et sa bonne couverture médiatique.
- **Lutte contre les discriminations:** Le projet remplit sa mission de lutte contre les discriminations en ciblant son action sur l'inclusion des jeunes roms.

- **Efficacité et impact:** Le projet a eu l'impact escompté dans les médias et sur les jeunes qui y ont participé.
- **Transférabilité:** Le débat instauré entre les participants, qui a permis d'évaluer le projet en interne, est un exemple de bonne pratique transférable.
- **Examen et évaluation:** Les débats internes servent de processus d'évaluation tant que des évaluations externes ne sont pas conduites.
- **Participation des bénéficiaires:** Le projet a fait participer d'une manière active des jeunes issus de groupes à risque.

## Carton Rouge au racisme

**Organisme(s) d'exécution:** Club de football FC KOM.

**Lieu (ville, région et pays):** Podgorica, Monténégro.

**Partenaires engagés:** Projet BAAP, réseau FARE et Institut VIDC, Fondation Roi Baudoin.

**Pays et/ou régions engagés:** Monténégro.

**Période du projet/Date de l'événement:** Octobre 2009.

**Groupe(s) cible(s):** Joueurs de football, supporters, médias.

**Sport:** Football.

Le FC KOM est un club de football qui participe depuis plusieurs années à la semaine d'action du réseau FARE et aux *Balkaniades*. En tant que club de football professionnel, le KOM tire parti de sa notoriété sociale. Dans ce type d'initiative, la coopération est importante, autant pour les messages qui sont transmis que pour les valeurs identitaires qui sont véhiculées. Malgré des ressources financières limitées, le club a contribué avec enthousiasme à l'organisation de l'événement FARE.

Le message selon lequel le football est un outil de lutte contre les discriminations a été communiqué directement au public, notamment aux supporters, lorsque les joueurs ont brandi des cartons rouges à l'encontre du racisme. Près de 250 spectateurs ont participé à l'événement. La couverture médiatique a permis d'atteindre un public plus large. Les quotidiens *Dan* et *Pobjeda* ont couvert l'événement et la chaîne de télévision nationale Radio Televizija CrneGore a diffusé un reportage lors de son programme matinal et invité les organisateurs à participer à une table ronde en studio afin qu'ils expliquent les objectifs poursuivis.

Les dirigeants du FC KOM font tout leur possible pour réduire au minimum les flambées de nationalisme et de racisme dans le sport. En organisant des événements importants et visibles tels que ceux qui sont décrits ici, ils confirment la capacité du club à influencer le système de valeurs de la jeunesse locale. Il est important que les supporters reconnaissent que le sport a le potentiel pour transmettre des messages positifs sur des questions sociales qui ne sont pas directement liées au sport.

- **Viabilité:** La viabilité du projet est assurée par la responsabilité sociale que le FC KOM s'engage à assumer en dehors du terrain de jeu.
- **Lutte contre les discriminations:** La discrimination est combattue par le message antiraciste que le projet véhicule d'une manière explicite. Les cartons rouges symboliques ont fait l'objet d'une attention particulière des médias.
- **Efficacité et impact:** Le projet a eu un impact positif sur les populations grâce à l'appui des médias, même si l'on peut s'interroger sur ses effets à long terme.
- **Transférabilité:** La participation d'athlètes et de clubs sportifs aux activités qui ciblent le racisme et l'exclusion dans le sport est un exemple de bonne pratique qui pourrait être transférée à d'autres projets.
- **Participation des bénéficiaires:** Le recours aux athlètes en qualité de messagers a un impact puissant et confère une obligation morale aux bénéficiaires sur le terrain et en dehors.

## **Coordination des activités du réseau FARE dans « l'ex-République yougoslave de Macédoine »**

**Organisme(s) d'exécution :** Centre macédonien pour la culture et le développement (CMCD).

**Lieu (ville, région et pays) :** Skopje, « L'ex-République yougoslave de Macédoine ».

**Partenaires engagés :** Réseau FARE et Institut VIDC.

**Pays et/ou régions engagés :** « L'ex-République yougoslave de Macédoine ».

**Période du projet/Date de l'événement :** Depuis 2003.

**Groupe(s) cible(s) :** Jeunes, spectateurs d'événements sportifs, Roms, médias, entraîneurs, police, personnel administratif.

**Sport :** Football.

Le CMCD est l'un des coordonnateurs de projets organisés par le réseau FARE dans « l'ex-République yougoslave de Macédoine ». Depuis plus de dix ans, ce centre a créé une vaste plateforme d'ONG afin de promouvoir les valeurs sociales du sport. Plus de trente organisations se sont jointes à sa lutte contre le racisme, lequel se manifeste essentiellement sous la forme du nationalisme dans le sport. La plupart des activités des ONG sont organisées autour de la Semaine d'action organisée tous les ans en octobre par le réseau FARE. L'éventail des activités est très divers, comprenant notamment des mesures contre le nationalisme et le racisme dans le football pratiqué par les jeunes, les amateurs et les professionnels ; des projets d'inclusion visant les Roms ; et des activités populaires qui encouragent les jeunes filles et les femmes à pratiquer activement le sport.

Les efforts systématiques du CMCD ont débouché sur la formation d'un Conseil macédonien pour la dimension sociale du sport sans

violence, nationalisme et racisme, qui est accepté et appuyé par le Président du Parlement macédonien et l'Agence nationale pour la jeunesse et le sport. Un accord de coopération à long terme avec l'Association macédonienne de football a également été signé.

Selon le CMCD, les bénévoles continuent de participer aux mesures et permettront de démultiplier les activités. Le Centre s'efforce de coordonner leurs efforts et les récompense sur le plan social et moral. Leur cause commune est la principale force motrice des changements qui se produisent dans la société. A l'instar d'autres ONG, le CMCD a été confronté à de nombreux problèmes au cours de ce projet, notamment les suivants :

- **Questions financières :** Le centre ne dispose pas de beaucoup d'argent pour les projets qu'il a l'intention de présenter. Sans l'appui du réseau FARE, de la Fédération de football et de certaines autres organisations internationales, l'existence du CMCD serait remise en question.
- **Les conséquences politiques** sont les plus complexes à gérer. Les organisateurs déclarent notamment que le CMCD bénéficie du soutien de certaines institutions gouvernementales, mais un problème peut survenir si le sport est utilisé par les partis politiques pour exprimer et communiquer leurs propres intérêts politiques.
- **Viabilité :** La viabilité de ce projet est renforcée par la qualité des réseaux établis au niveau national.
- **Lutte contre les discriminations :** Le but de ce projet est explicitement axé sur l'intégration des Roms et les questions d'égalité hommes-femmes.

- **Transférabilité:** La combinaison des activités sportives et culturelles est un élément de ce projet qui pourrait être transféré.

## **Campagne de football «Tous différents, tous égaux» et ambassade des supporters à l'EURO 2008, Croatie**

**Organisme(s) d'exécution:** UMKI – Organisation de jeunes «Pas en avant».

**Lieu (ville, région et pays):** Rijeka, Croatie.

**Partenaires engagés:** Fédération croate de football, Ministère de la famille, des anciens combattants et de la solidarité intergénérationnelle de la Croatie, Ministère de la science, de l'éducation et des sports de la Croatie, Conseil de l'Europe, UEFA, Kick It Out UK, réseau FARE, FSE.

**Pays et/ou régions engagés:** Bosnie-Herzégovine, Croatie, Serbie.

**Période du projet/Date de l'événement:** Depuis 2006.

**Groupe(s) cible(s):** Supporters de Football.

**Sport:** Football.

Le projet «Tous différents, tous égaux» en Croatie faisait partie de la campagne du Conseil de l'Europe. Plusieurs événements ont eu lieu depuis sa mise en œuvre en 2006, tels que des réunions de football axées sur des questions sociales, des conférences de presse de sensibilisation, la présentation des résultats à des conférences internationales, etc.

Le match d'ouverture du projet a été joué en lever de rideau du dernier match de la dernière journée du championnat de la ligue de football croate qui opposait le HNK Rijeka au NK Varteks. Une équipe féminine composée des meilleures joueuses de football croates a joué 40 minutes contre une équipe masculine dont les joueurs étaient remplacés toutes les 20 minutes. Le coup d'envoi a été donné par un journaliste représentant des personnes handicapées.

L'hymne européen a été joué avant le début du match de football officiel entre le HNK Rijeka et le NK Varteks dans le cadre du championnat officiel croate. Pendant l'hymne, les membres de l'association des jeunes du HNK Rijeka ont déployé une bannière portant l'inscription «Tous différents, tous égaux». Ils étaient accompagnés par des représentants officiels des communautés suivantes: catholiques romains, orthodoxes, musulmans et juifs.

Au cours de l'année, plusieurs événements ont été organisés autour du football dans le but spécifique de diffuser le message dans toute la Croatie et les pays avoisinants. Des albanais, bosniaques, croates, italiens, macédoniens, serbes, slovènes et roms ont participé au projet, ainsi que des représentants des groupes religieux de confessions juive, musulmane, orthodoxe et catholique romaine.

Grâce au soutien du Conseil de l'Europe, le projet avait une certaine importance sociale et publique. Un certain nombre d'organismes gouvernementaux et d'autres parties prenantes ont également donné leur soutien moral à ces activités en rédigeant des lettres et en étant présents comme spectateurs voire participants. C'est pourquoi la couverture médiatique a été importante pendant la campagne. L'UMKI a utilisé l'expérience acquise pendant l'exécution d'autres projets.

### *Ambassade itinérante de supporters lors de l'EURO 2008 organisé par l'UEFA*

Outre la campagne «Tous différents, tous égaux», l'UMKI a également pris une part active à des activités sociales liées aux supporters de football. Elle était par exemple chargée de la coordination des activités de l'ambassade itinérante des supporters croates lors

de l'EURO 2008 organisé par l'UEFA en Autriche et en Suisse. Cette ambassade faisait partie des activités parrainées par l'UEFA à l'EURO 2008, et constituait un élément essentiel de son programme social visant principalement les jeunes supporters de football ([www.fanguide2008.net](http://www.fanguide2008.net)). Le programme a permis de toucher des milliers de supporters pendant le tournoi, par le biais d'activités qui se sont déroulées dans des lieux fixes ou dans la rue. Il proposait notamment des services et des informations dont la qualité répondait au label « par des supporters, pour des supporters ». L'UMKI a mis sur pied une équipe de travail composée de six supporters croates venus de Croatie pour s'occuper des supporters de leur pays pendant le tournoi. Pour préparer l'EURO 2008, l'UMKI a organisé en 2008 un congrès national pour former les travailleurs-supporters et les clubs au contenu du programme et leur donner des informations à ce sujet.

En octobre 2006, l'UMKI a par ailleurs organisé un mini-tournoi entre les supporters de la Croatie et de l'Angleterre en marge du match officiel de qualification qui avait lieu à Zagreb entre ces deux équipes. Ce mini-tournoi avait pour but de souligner l'importance de la tolérance et de la compréhension entre les supporters de football. Autre élément de cette initiative : les deux équipes nationales ont collectivement exprimé le rejet de tout racisme avant le coup d'envoi en utilisant des bannières et des annonces diffusant un message invitant à « rejeter le racisme en dehors du stade ». De telles manifestations ne sont pas encore si courantes dans le football croate. Par exemple, le club de supporters « White Angels » du NK Zagreb, partenaire de l'UMKI, a été empêché par la direction du club d'organiser des activités antiracistes lors du match à domicile joué contre le NK Karlovac, match qui se jouait pendant la Semaine d'action organisée par le réseau FARE en octobre 2010.

- **Viabilité :** Le réseau de partenaires, puissant, contribue d'une manière importante à la viabilité du projet.
- **Lutte contre les discriminations :** Les objectifs de lutte contre les discriminations fixés par le projet ont été atteints grâce à la promotion de l'esprit de compréhension entre les religions et les ethnies (campagne « Tous différents, tous égaux ») et aux messages antiracistes et antinationalistes diffusés aux supporters de football (ambassades des supporters).
- **Efficacité et impact :** Le projet a rassemblé des organismes publics importants qui ont permis d'obtenir une bonne couverture médiatique.
- **Transférabilité :** L'approche sociale préventive envers les supporters ainsi que le système de gestion du projet peuvent être transférés à d'autres projets.
- **Examen et évaluation :** On a estimé que le projet comprenait des stratégies bien structurées et que sa portée allait au-delà du sport. Grâce à des partenariats avec des organisations et des réseaux internationaux comme l'UEFA, FARE et FSE, les projets ont été évalués et des recommandations ont été incorporées dans les activités de suivi.
- **Participation des bénéficiaires :** Les supporters de football participent activement à ce projet.

## 4. Exemples de bonnes pratiques provenant du Caucase du Sud

Olga Dorokhina

### 4.1. Une brève histoire géopolitique de la région

La région du Caucase du Sud a été l'une des régions les plus complexes du monde au cours des vingt dernières années. L'effondrement du régime soviétique et les guerres entre États, les conflits armés et les catastrophes naturelles sont autant de facteurs qui ont eu une incidence sur la vie culturelle et économique de la région et sur son développement à long terme. Les populations devaient survivre, confrontées à la pauvreté, au chômage et aux difficultés économiques.

À la suite de l'effondrement du régime soviétique, des affrontements de masse et des confrontations militaires de grande ampleur se sont déroulés en 1988-1989 au Haut-Karabagh et de 1991 à 1993 en Abkhazie et dans l'ex-région autonome d'Ossétie du Sud.

Des milliers de civils ont été tués lors des combats et des centaines de milliers ont été contraints de quitter leurs foyers. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) estime qu'à la suite des conflits qui ont eu lieu dans le Caucase du Sud, près de 1 million de personnes sont devenues des réfugiées ou des personnes déplacées sur leur propre territoire

Les pays du Caucase du Sud sont devenus membres du Conseil de l'Europe en 1991 et en 2001. Ils ont été incorporés dans le cadre de la politique européenne de voisinage conformément à la décision

du Conseil Européen du 14 juin 2004. Depuis mai 2009, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie contribuent au projet de partenariat avec les pays d'Europe orientale lancé par l'Union Européenne.

La période de transition a été marquée par une rupture avec l'ancien système suivie d'une période d'ajustement difficile à de nouvelles conditions. Le sport a été également particulièrement touché à tous les niveaux.

En 2009, selon le FMI (Fonds Monétaire International), le PIB par habitant était de 2 615 USD en Arménie, de 4 798 USD en Azerbaïdjan et de 2 450 USD en Géorgie.

### 4.2. Le rôle du sport dans la région du Caucase du Sud

Pendant les années de crise qui ont suivi l'effondrement de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, tout le secteur du sport a perdu le soutien et le financement du gouvernement. Les complexes sportifs et les piscines vétustes sont devenus des décharges.

Dans de nombreux cas, les installations sportives étaient utilisées à d'autres fins. Les bâtiments où la vie sportive était auparavant active étaient transformés en marchés ou en entrepôts. Comme dans d'autres ex-républiques soviétiques, les organisations de jeunesse du parti communiste (les Pionniers et les Komsomols), qui avaient été responsables dans une large mesure de l'organisation du sport pour les jeunes en Union soviétique, furent dissoutes en 1991 et non remplacées. En réalité, tous les pays du Caucase du Sud étaient en faillite et les installations sportives tombèrent bientôt dans un

grand état de délabrement ainsi que de nombreuses autres parties des infrastructures d'Etat. Au cours des quinze dernières années, le sport n'a pas été prioritaire dans les pays de la région, même s'il a commencé progressivement à se redresser.

Des infrastructures institutionnelles chargées de la gestion et du développement du sport (en règle générale le Ministère ou le Département de la jeunesse et du sport) ont été progressivement mises en place. Le système des entités sportives professionnelles, c'est-à-dire les associations, les fédérations, les clubs et les syndicats représentant des sports divers, est également en cours de formation. L'attention est de nouveau placée sur la nécessité de développer les activités sportives.

En Géorgie, c'est surtout depuis 2005 que le processus de restauration des installations sportives et de mise en place de nouveaux équipements sportifs a commencé, dans le cadre d'un programme gouvernemental spécial. On a ainsi restauré des installations destinées aux sports d'élite et aux sports populaires<sup>8</sup>. Dans chaque district de Tbilissi, ainsi que dans d'autres villes ou villages, de nouvelles installations plus petites destinées au football et au basketball ont été construites. Des processus analogues se déroulent en Arménie et en Azerbaïdjan.

Bien que les associations sportives professionnelles mettent désormais l'accent sur la résolution des problèmes actuels liés au développement d'un sport particulier; beaucoup d'entre elles participent à des projets sociaux et à divers événements caritatifs. Les fédérations nationales de football sont les plus actives à cet égard.

8. Voir [http://multitrans.ru/c/m.exe?a=110&t=4514035\\_2\\_1&sc=20](http://multitrans.ru/c/m.exe?a=110&t=4514035_2_1&sc=20).

Les organisations non gouvernementales locales et nationales qui œuvrent dans le domaine de la consolidation de la paix, des droits de l'homme et de la protection des minorités ethniques utilisent également le sport dans leurs activités. Cependant, dans la plupart des cas, ces initiatives ont un caractère ponctuel et spontané et ne visent qu'un petit groupe de bénéficiaires. Pour autant, toutes ces activités ont eu, globalement, un effet positif<sup>9</sup>.

Les programmes qui représentent un partenariat de diverses parties prenantes (organisations internationales, agences gouvernementales, unions sportives professionnelles, organisations non gouvernementales locales, réseaux d'entreprises et autorités locales) sont ceux dont l'impact et le caractère ont été le plus durables. Ces initiatives permettent de toucher le plus grand nombre de bénéficiaires.

#### *Les principaux groupes cibles des projets sportifs*

Les enfants et les jeunes sont les principaux groupes sur lesquels la plus grande partie des activités est concentrée. La question de l'égalité hommes-femmes fait également l'objet chaque année d'une priorité croissante. Il doit être également mentionné que le nombre d'initiatives sportives visant les adultes est très faible.

#### *Clubs de supporters*

Le phénomène des clubs de supporters est très important et essentiel pour le développement du sport. La culture des supporters se développe dans le Caucase du Sud même si, parfois, les supporters, ainsi que leurs clubs, ont un rôle assez négatif, déclenchant

9. Voir [http://multitrans.ru/c/m.exe?a=110&t=2622979\\_2\\_1&sc=432](http://multitrans.ru/c/m.exe?a=110&t=2622979_2_1&sc=432).

très souvent des affrontements lors des matchs à domicile ou à l'extérieur. En octobre 2009, par exemple, des supporters de la Fédération de Russie ont provoqué des débordements à Bakou pendant un match de qualification pour la Coupe du monde 2010 entre les équipes nationales d'Azerbaïdjan et de Russie. Cela étant, les clubs de supporters font aussi partie de la société civile. À ce titre, ils peuvent jouer un rôle important dans l'instauration de la confiance entre des groupes ethniques différents et la promotion de la tolérance et de la compréhension mutuelle.

#### *Diversité religieuse et ethnique du Caucase du Sud*

La région du Caucase du Sud est très complexe car elle comprend de nombreuses entités ethniques, politiques et poly-confessionnelles, et les problèmes d'interaction ou de non-interaction entre les représentants de différents groupes ethniques et confessionnels ont une incidence sur le sport d'une manière très diverse.

Par exemple, des représentants de groupes différents ont été contraints de changer leurs noms de familles afin de pouvoir prétendre jouer dans des équipes nationales. Les problèmes de la discrimination raciale se sont d'autant plus aggravés que les clubs professionnels ont invité davantage de joueurs étrangers à participer aux compétitions, et ces joueurs semblent désormais les victimes potentielles de discrimination. En outre, les sportifs de la région du Caucase du Sud qui ont joué dans des clubs à l'étranger peuvent être aussi concernés par la situation compliquée qui existe entre les différents pays. En octobre 2007, par exemple, des tensions se sont produites entre la Fédération de Russie et la Géorgie.

Ce ne sont là que quelques exemples frappants qui illustrent les problèmes de la discrimination raciale et de l'intolérance dans ce domaine.

Les travaux de recherche ont montré qu'il n'existe pas de mécanismes efficaces dans la région du Caucase du Sud pour prévenir ou combattre ces problèmes. Bien qu'ils aient été identifiés, la législation sur le sport n'a pas prévu les mécanismes nécessaires pour lutter contre la violence et les incidents racistes dans le sport. En effet, la violence n'est traitée que comme un acte criminel si elle est liée à des problèmes internes à la profession; les clubs et les fédérations appliquent les mécanismes des fédérations professionnelles internationales.

Pour mettre fin aux incidents dus au racisme, il est nécessaire d'élaborer des politiques et des stratégies d'action sur les plans régional et national. Il est également nécessaire de répondre aux questions suivantes : quelle est la situation réelle dans les différents pays et régions ? Quels types de mécanismes (formels et informels) existent déjà pour combattre le racisme et la discrimination dans le sport ? Quels sont les mécanismes d'interaction entre les diverses institutions qui sont engagées dans le monde sportif ?

#### *Le rôle du sport dans la consolidation de la paix*

L'expérience internationale montre que le sport, et le football en particulier, peut servir de lieu d'agression et de conflits pour afficher l'intolérance et le racisme, mais aussi de base pour renouer des liens brisés. Le sport peut être un instrument pour instaurer la confiance, améliorer la compréhension mutuelle et accroître le niveau de tolérance.

Au cours de ces dernières années, de nombreux exemples d'initiative de consolidation de la paix et de renforcement de la cohésion sociale ont été observés dans le Caucase du Sud, notamment dans le football professionnel et non professionnel. L'éventail est large, de la restauration de la confiance entre des groupes qui avaient été divisés par les troubles sociaux à des initiatives entre certains Etats.

Un des exemples positifs de restauration de la confiance a été l'organisation de matchs amicaux dans le cadre du tournoi de football régional « Consent », qui a eu lieu en 2002 à Telavi (Géorgie de l'Est) dans le cadre de l'initiative régionale des Comités de l'Assemblée des citoyens du processus d'Helsinki des villes de Tbilissi/Telavi (Géorgie), Vandzor (Arménie) et Gandja (Azerbaïdjan). Pour la première fois depuis le début du conflit du Haut-Karabagh, des équipes venues d'Arménie (« Lori » Vanadzor) et d'Azerbaïdjan (« Kaipaz » Gandja) ont participé au tournoi. Les équipes « Kakheti » (Telavi) et « Dinamo Soukhoumi », une équipe de vétérans du football composée de personnes déplacées d'Abkhazie (Géorgie) ont également participé au tournoi.

La visite du président turc Abdullah Gul à Erevan (Arménie) est un autre exemple, sans précédent, de diplomatie s'appuyant sur le football et le sport. A l'invitation du président arménien Serge Sarkissian, le président turc s'est en effet rendu en Arménie pour assister au match historique qui opposait à Erevan l'Arménie et la Turquie à l'occasion d'un match de qualification pour la Coupe du monde de 2010. Cette visite était extraordinaire dans la mesure où ces deux pays n'ont pas de relations diplomatiques. Elle a permis notamment d'intensifier le dialogue entre ces deux pays.

Tous les tournois existants qui ont lieu dans les ligues professionnelles et non professionnelles sont généralement fondés sur un

système national. En clair, un pays est représenté par une équipe nationale ou un système de clubs. Dans des régions qui se relèvent de conflits comme le Caucase du Sud, les Balkans et d'autres, le défi consiste à inclure en permanence des équipes issues des zones de conflits dans des activités culturelles ou sportives. Par exemple, si un tournoi de football a lieu à Tbilissi, la question qui se pose est celle de la participation d'une équipe de Soukhoumi ou de Tskhinvali. Dans un tournoi prévu à Soukhoumi, la question est de savoir s'il faut inclure des équipes d'Abkhazie (Géorgie). Il est donc pratiquement impossible d'organiser un véritable championnat du Caucase du Sud.

### 4.3. Projets de bonnes pratiques – Etudes de cas

#### Ecoles de football pour le plaisir (OFFS)

**Organisme(s) d'exécution:** Association CCPA, bureaux nationaux OFFS en Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie, bureau régional OFFS du Caucase du Sud.

**Lieu (ville, région et pays):** Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie.

**Partenaires engagés:** Ministère des affaires étrangères du Danemark, UEFA, ASDI, StatOil, SOCAR, entités gouvernementales locales, fédérations de football locales, municipalités, écoles.

**Pays et/ou régions engagés:** Caucase du Sud, Balkans de l'Ouest, Moldova, Ukraine (voir p. 26).

**Période du projet/Date de l'événement:** Depuis 2003.

**Groupe(s) cible(s):** Enfants âgés de 7 à 11 ans issus de différents milieux sociaux et ethniques.

**Sports:** Football.

Les programmes OFFS ont été lancés dans le Caucase du Sud en 2003, les premiers contacts ayant été établis en 2001. Trois bureaux nationaux OFFS opèrent dans le Caucase du Sud, en Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie. On compte également un bureau régional. La République de Moldova participe à ce programme depuis 2006 et l'Ukraine depuis 2010. Des régions de la Fédération de Russie devraient également participer à ce programme en 2011.

L'exemple des écoles de football pour le plaisir est intéressant à plusieurs titres. Premièrement, il est un des programmes mis en œuvre dans les Balkans et le Caucase. Le principal objectif du projet est de faciliter l'amitié et la coopération entre les peuples vivant dans des communautés divisées, et d'utiliser ces écoles comme instrument

pour mobiliser des enfants et des adultes de telles communautés autour d'une activité présentant un intérêt commun (« *qui lie* »).

La stratégie régionale de ce programme est de faciliter la coopération transfrontière entre les pays ainsi que la coopération inter-entités entre des groupes de population antagonistes à l'intérieur du pays.

Le programme prévoit un certain nombre d'activités, des écoles pour les enfants âgés de 7 à 11 ans ainsi que des réunions régionales, des séminaires, des ateliers pour les bénévoles et le personnel, ainsi que la fourniture d'équipements sportifs: ballons, maillots, etc. Il tient compte également des questions d'égalité hommes-femmes et veille à ce qu'au moins 25 pour cent des participants soient de sexe féminin, notamment parmi les joueurs, les entraîneurs, les dirigeants et les responsables.

Les statistiques des activités de ce programme dans le Caucase du Sud sont impressionnantes. En 2010, 37 écoles de football pour le plaisir ont été mises en place pour un total de 7 104 enfants. Près de 962 adultes (instructeurs, dirigeants et entraîneurs) et 1 445 parents ont participé à des séminaires et ateliers spéciaux. Plus de 14 000 enfants (notamment des orphelins, enfants de réfugiés et enfants souffrant de diabète, de maladies cardiaques et d'autres déficiences) ont participé au projet par le biais d'activités spéciales telles que les « tournois pour le plaisir » et les « festivals pour le plaisir ».

L'interaction des diverses parties prenantes – une approche axée sur la participation et l'autonomisation des ressources locales – garantit la viabilité du programme et crée une base pour une expansion ultérieure. Le programme bénéficie du cofinancement de différents donateurs comme le Ministère des affaires étrangères du Danemark,

l'UEFA, l'ASDI et StatOil, et de l'appui d'entités gouvernementales locales chargées du développement du sport, des fédérations de football locales, des municipalités et d'autres. Cependant, tous les bureaux sont encore dépendants du financement et de l'appui de donateurs indépendants.

Le programme des écoles de football pour le plaisir a vraiment joué un rôle positif dans la résolution pacifique des conflits dans la région. En Géorgie, ce programme a permis d'organiser des événements sportifs de rue et des activités de suivi connexes, notamment des activités destinées aux enfants vivant dans les zones de conflits (Abkhazie, Géorgie/région de Tskhinvali, Ossétie du Sud, Géorgie). La participation d'enfants provenant d'enclaves frontalières et internationales communes a été une des réalisations de ce programme en Géorgie qui mérite d'être mentionnée. Des adultes et des enfants de nationalités différentes vivent, jouent et s'entraînent ensemble pendant 3 à 5 jours durant les événements organisés dans le cadre du programme. Un des principaux défis à relever à cet égard est de s'assurer que les activités et la participation directe des populations et des organisations issues des enclaves sont acceptables pour les autorités géorgiennes et ne sont pas en contradiction avec la loi et la résolution relatives aux activités censées se dérouler sur les territoires occupés par la Géorgie (Réglementation n° 320 adoptée à Tbilissi le 15 octobre 2010 par le Gouvernement géorgien, concernant l'approbation des modalités relatives à la conduite d'activités dans les territoires occupés de Géorgie).

Des séminaires OFFS ont également été organisés sur le territoire géorgien dans le cadre de ce programme. Des instructeurs, dirigeants et entraîneurs d'Arménie et d'Azerbaïdjan ont ainsi vécu et se sont

entraînés ensemble. Il serait également envisageable de concevoir et de développer un projet de consolidation de la paix sur plusieurs années pour les régions arméniennes et turques, dont le but serait de renforcer la tolérance, d'améliorer la compréhension interculturelle et de favoriser la réconciliation entre ces deux pays. Ce programme comprendrait des échanges culturels, des événements sportifs « pour la paix » et des camps transfrontières « pour la paix ».

- **Viabilité :** Depuis 2003, les activités du programme conduites dans la région l'ont été d'une manière efficace. Le programme comprend chaque année de nouvelles activités, communautés et parties prenantes. En ce qui concerne l'Arménie, ses concepteurs ont défini d'autres objectifs stratégiques tels que l'amélioration de la mobilisation de fonds sur le plan local en vue d'assurer l'autonomie financière des projets et de renforcer la coopération avec la Fédération de football. Les processus d'évaluation de l'impact du projet en Azerbaïdjan sont encore en cours. Pour ce qui est de la Géorgie, le site web du programme indique qu'« avec les nouveaux objectifs stratégiques définis, un nouveau plan et une nouvelle approche de la mobilisation de fonds, on peut espérer que tous les éléments soient en place pour résoudre le problème de la pérennité du programme » ([www.ccpa.eu/1-328-georgia.html](http://www.ccpa.eu/1-328-georgia.html)).
- Dans le cadre du processus de planification du programme OFFS, une attention accrue est accordée à l'élaboration de stratégies visant à assurer l'autonomie des activités futures et à réduire la dépendance à l'égard des donateurs internationaux, notamment en augmentant les contributions versées par les collectivités locales. Ces contributions couvriraient, par exemple, le transport des enfants et des entraîneurs ainsi que les activités

des instructeurs internationaux. En outre, les fédérations nationales de football respectives et leurs donateurs poursuivraient leur participation active au projet en fournissant un appui aux séminaires organisés.

- **Lutte contre les discriminations:** Les enfants et les adultes de différents milieux sociaux et ethniques (y compris ceux qui représentent des communautés divisées) ont participé aux activités du programme.
  - **Efficacité et impact:** Des données statistiques enregistrées montrent que le nombre de participants au programme et de régions concernées augmente chaque année. Outre les activités susmentionnées, le programme a contribué à l'autonomisation des jeunes filles et des femmes dans le sport à l'échelle régionale.
  - **Transférabilité:** Le projet OFFS pour les pays du «Trans-Caucase» fait partie d'un projet humanitaire plus large mis en œuvre par l'Association CCPA dans la région des Balkans, au Moyen-Orient et dans la région du Caucase du Sud.
  - **Examen et évaluation:** Le programme a permis de mettre en œuvre un système qui évalue le facteur de responsabilité sociale du projet, assure le suivi de son incidence sur la société civile et évalue sa structure financière et organisationnelle. Ce système vise à assurer l'autosuffisance des futurs projets de suivi ([www.ccpa.eu/1-149-our-sustainability-approach.html](http://www.ccpa.eu/1-149-our-sustainability-approach.html)). En outre, le programme a permis de mettre en place un système efficace d'examen et d'évaluation des réalisations ainsi qu'un processus de mise en œuvre, en coopération avec les bénéficiaires aux niveaux national et régional.
- **Participation des bénéficiaires:** Des municipalités, parents, enseignants des écoles primaires, sponsors locaux, associations de football régionales et nationales, médias locaux et nationaux ainsi que des ministères de la jeunesse et du sport participeront aux activités actuelles et futures du programme OFFS.

## Programme « Sport pour la paix »

**Organisme(s) d'exécution:** Comité national géorgien de l'Assemblée des citoyens du processus d'Helsinki (HCaGNC)

**Lieu (ville, région et pays):** Géorgie.

**Partenaires engagés:** Parlement de Géorgie et gouvernement géorgien, Fédération géorgienne de volley-ball, ambassade des Pays-Bas en Géorgie, ONG « Bridge of Friendship » Kartlosi, Association « Consent » des femmes déplacées, groupe d'initiative « Disevi », Coalition pour les droits des personnes déplacées.

**Pays et/ou régions engagés:** Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie.

**Période du projet/Date de l'événement:** Depuis 2002.

**Groupe(s) cible(s):** Groupes minoritaires, personnes réfugiées/déplacées, jeunes et enfants.

**Sport:** Football, volley-ball.

Le HCaGNC participe au processus de consolidation de la paix dans la région du Caucase depuis plus de 18 ans. Cette longue expérience lui a permis d'identifier deux points essentiels : premièrement, des groupes différents ont chacun un rôle important à jouer dans le renforcement de la confiance. Deuxièmement, le potentiel du sport n'est pas exploité pleinement dans les activités liées au renforcement de la confiance et à la consolidation de la paix dans la région du Caucase du Sud.

Au travers d'un programme spécial, le HCaGNC s'efforce d'étudier la possibilité d'intégrer des activités culturelles et sportives dans les processus de paix et de trouver des réponses, notamment, aux questions suivantes :

- Comment les activités sportives pourraient-elles appuyer le processus de paix pour résoudre des conflits ainsi que des problèmes de racisme et de discrimination ?
- Comment les activités sportives pourraient-elles être utilisées pour restaurer des liens entre des populations divisées par un conflit ? Comment pourraient-elles contribuer au renforcement de la confiance ?

Ces travaux sont fondés sur le suivi et l'analyse de l'utilisation possible du sport comme instrument en faveur de la paix et du dialogue entre les communautés. Les recommandations soumises dans les conclusions de l'étude doivent être mises en pratique au moyen de réseaux de partenariat. L'idée des tournois de football transrégionaux, des championnats et/ou des matchs tels que le tournoi de football « Consent », organisé en coopération avec les Comités HCaGNC de Vandzor et Gandja, découle également des analyses conduites par ces comités.

Le projet « Sport au service de la paix » est un autre exemple de projet mis en pratique. Ce projet consistait à aménager des terrains de volleyball dans le village Disevi, situé en Ossétie du Sud (Géorgie). Disevi est frontalier avec le village ossète de Khelchua et entretient des relations avec Ksuisi, un autre village ossète. Les négociations ont été conduites avec la Fédération géorgienne de volleyball qui est devenue, avec l'appui de l'ambassade des Pays-Bas en Géorgie, le principal organisme d'exécution du projet.

Le projet a été mis en œuvre dans le but de renforcer la confiance mutuelle et de rapprocher les communautés géorgiennes et ossètes en Ossétie du Sud (Géorgie). Les terrains de sport étaient utilisés non seulement pour le déroulement des matchs de football mais

également pour d'autres manifestations culturelles et sportives. Ce projet a contribué à jeter les bases d'un dialogue interethnique et intercommunautaire entre les Géorgiens et les Ossètes, notamment chez les jeunes. La confiance est allée de pair avec les travaux d'aménagement auxquels ont participé des Géorgiens ethniques locaux ainsi que des Ossètes ethniques. Malheureusement, suite au conflit qui a éclaté en août 2008, une grande partie des habitants du village de Disevi ont dû quitter leurs foyers et vivent désormais dans différents camps pour personnes déplacées.

Parmi les réalisations remarquables, on notera en particulier la participation de l'équipe de football « Unionistes de Géorgie », composée d'anciens joueurs de football qui font désormais partie des personnes déplacées d'Abkhazie (Géorgie) et d'Ossétie du Sud (Géorgie) au Jeux pour l'inclusion sociale qui se sont déroulés à Odense (Danemark) en août 2009.

Étant donné que la population non-séparatiste des zones de conflits a été la principale victime des conflits en Abkhazie (Géorgie) et en Ossétie du Sud (Géorgie), il est très important qu'elle soit intégrée dans la vie sociale et de mettre l'accent sur la nécessité de protéger ses droits.

La décision de financer la participation de l'équipe a été prise par le parlement et le gouvernement géorgiens. Il s'agit là d'une première étape dans la promotion de la philosophie du football de rue au niveau populaire en Géorgie. La participation de l'équipe à des activités internationales est un bon exemple d'utilisation du sport pour favoriser le dialogue et l'intégration, exemple qui pourrait être appliqué à d'autres groupes de personnes victimes de discrimination, comme les anciens délinquants, les alcooliques et les drogués.

- **Viabilité:** Le programme « Sport pour la paix » est incorporé dans les activités des organisations concernées. Il est mis en œuvre depuis 2002.
- **Lutte contre les discriminations:** Les initiatives conduites dans le cadre de ce programme sont axées sur la promotion des droits des différents groupes qui courent le risque d'être discriminés, comme les personnes réfugiées et déplacées, les groupes minoritaires et d'autres membres de la population victimes d'un conflit.
- **Efficacité et impact:** Le programme n'est pas axé sur la participation d'un grand nombre de bénéficiaires mais plutôt sur celle de groupes qui ne font pas actuellement l'objet d'une attention ou d'une coopération particulière. Il vise à mettre en œuvre des idées, des formes ou des formats innovants concernant l'utilisation du sport dans la consolidation de la paix.
- **Transférabilité:** La plupart des activités du programme ont un caractère régional ou transrégional et pourraient être transférées d'un point de vue thématique et/ou géographique. Par exemple, les idées liées au football peuvent aussi être appliquées dans d'autres sports.
- **Examen et évaluation:** Comme le programme est une des priorités principales des activités de l'organisation concernée, il est examiné et évalué avec ses autres priorités stratégiques.
- **Participation des bénéficiaires:** Les activités du programme rassemblent des représentants de différents groupes de bénéficiaires et de parties prenantes provenant de structures

gouvernementales, d'organisations sportives professionnelles et de médias de masse ainsi que des citoyens locaux et des membres de groupes d'initiatives locaux.

## Tournois de lutte : sports traditionnels

**Organisme(s) d'exécution :** Citoyens des communautés locales.

**Lieu (ville, région et pays) :** Villages d'Ossétie du Sud (Géorgie)

**Partenaires engagés :** Autorités locales, ONG locales.

**Pays et/ou régions engagés :** Géorgie.

**Période du projet/Date de l'événement :** Chaque année pendant l'été.

**Groupe(s) cible(s) :** Communautés locales.

**Sport :** Lutte.

La lutte est avec le football l'un des sports les plus populaires dans le Caucase. Les styles nationaux de lutte comme le style « kokh » en Arménie, « gulech » en Azerbaïdjan et « tchidaoba » en Géorgie sont connus depuis des temps très anciens. Chaque style a ses propres caractéristiques et demeure très populaire aujourd'hui.

Nous étudierons ici la forme traditionnelle de lutte géorgienne appelée « tchidaoba », qui est un des sports les plus anciens du monde. Il est en effet cité dans certains documents géorgiens qui datent du troisième siècle avant notre ère. La tradition consistant à organiser des compétitions de tchidaoba pour des anniversaires ou des mariages est conservée dans de nombreux villages et villes de la région, en particulier dans ceux d'Ossétie du Sud (Géorgie) qui ont été victimes de conflits armés en 1992-93 et en août 2008.

Les tournois de lutte commencent au début de la saison d'été et ont lieu chaque vendredi, samedi et dimanche dans différents villages. Les populations des villages environnants se rassemblent pour ces tournois qui sont accompagnés par des instruments musicaux nationaux tels que le zurna (hautbois) et le doli (tambour). Le lieu

du tournoi accueille généralement une foule importante. La tradition liée à l'organisation de ces compétitions n'a été interrompue que par les conflits armés. Celle-ci est si forte qu'elle reprend rapidement. En effet, les tournois ruraux traditionnels ont repris en 2009 et 2010, notamment grâce à l'enthousiasme et à la participation des résidents locaux.

Ces tournois sont plus qu'un simple divertissement. Ce point est souligné dans les notes biographiques du grand lutteur Dmitry Mindiashvili, devenu entraîneur par la suite :

« Lors de ces soirées dans le village, chaque chose était importante, chaque chose comptait, et ces tournois ont à leur tour laissé leur empreinte sur la jeunesse locale, nous poussant à examiner avec soin et d'une manière réfléchie les détails de la vie, à élaborer un code de l'honneur. Au village, la lutte n'a jamais été uniquement un combat. Elle était un élément d'éducation physique et morale. »<sup>10</sup>

Les tournois sont un bon exemple d'organisation autonome des communautés locales. Ils sont en effet une bonne occasion de passer le temps mais aussi un lieu de communication et d'échange de vues.

Plusieurs de ces tournois ont été organisés dans des lieux comme Pkhvenisi où se déroulent traditionnellement des compétitions de lutte mises sur pied par l'ONG locale *Bridge of Friendship* « Kartlosi ». De nouveaux vêtements sportifs spéciaux ont été donnés aux participants (lutteurs), et des prix ont été attribués aux vainqueurs de chacune des catégories de poids ainsi que des récompenses pour la tolérance, le courage, etc. Ces tournois sont un des moyens

10. Dmitry Mindiashvili, « Do not leave me, love... » (autobiographie), Krasnoyarsk: Siberian Printing House, 2003.

d'appuyer les communautés locales victimes de la guerre et des conflits.

- **Viabilité:** La viabilité de ces tournois est fondée sur la tradition, la mobilisation des communautés locales et la représentation des personnes de tous âges, quelle que soit l'appartenance ethnique ou sexuelle. Organiser des tournois n'est pas très coûteux mais ces initiatives sont importantes pour remettre en état les lieux de lutte dans les villages.
- **Lutte contre les discriminations:** Les tournois de lutte ne sont pas particulièrement axés sur la lutte contre la discrimination même s'ils incorporent des éléments de tolérance, de confiance et de respect mutuel. Des Géorgiens, des Ossètes et des représentants de familles mixtes participent au tournoi. Les préparatifs et la mise en œuvre des tournois sont réglementés par des citoyens adultes locaux qui jouissent d'une autorité et du respect de la population locale. Les citoyens locaux choisissent eux-mêmes les arbitres, dont les décisions sont respectées.
- **Efficacité et impact:** Selon des calculs très approximatifs, près de 2 000 personnes assistent chaque année au tournoi organisé en Ossétie du sud (Géorgie). Comme les activités sont organisées au niveau populaire par des citoyens locaux (qui ne sont pas incorporés dans des structures organisationnelles), il n'existe pas de statistiques fiables ou d'évaluation de l'efficacité et de l'impact de ces sports traditionnels.
- **Transférabilité:** Les sports traditionnels sont très populaires dans les pays avoisinants. L'organisation de manifestations analogues ayant un caractère régional (par exemple, un festival

caucasien des sports traditionnels) présente un grand potentiel de transfert.

- **Participation des bénéficiaires:** Les citoyens locaux organisent les événements et y participent. Néanmoins, certains tournois sont organisés avec la participation des ONG locales qui travaillent sur des questions liées à la mobilisation des communautés et des jeunes, ce qui permet d'intégrer des éléments éducatifs innovants.

## Tournoi « Notkora »

**Organisme(s) d'exécution :** Centre de Kakheti pour les initiatives civiques.

**Lieu (ville, région et pays) :** région de Kakheti, Géorgie.

**Partenaires engagés :** Autorités locales, médias de masse locaux, réseau FARE, universités, HCaGNC, Centre d'information des femmes, ONG géorgienne « Mouvement public Géorgie multinationale ».

**Pays et/ou régions engagés :** Géorgie.

**Période du projet/Date de l'événement :** Lancé en 2007, organisé chaque année pendant la semaine d'action du réseau FARE.

**Groupe(s) cible(s) :** Ecoliers de différents groupes ethniques, étudiants d'université.

**Sport :** Football.

Depuis 2007, le Centre Kakheti pour les initiatives civiques a organisé le championnat de football « Notkora ». Le tournoi se déroule dans le cadre des semaines d'action organisées par le réseau FARE.

Notkora est le nom d'un des anciens monastères chrétiens de la région de Kakheti. Il est visité par des Géorgiens ethniques et par des Azerbaïdjanais qui vivent à proximité, car ils considèrent cet endroit comme un lieu sacré. Selon une légende, une prière dans le temple aide les familles sans enfants. Selon une autre légende, les reliques du roi Saint-Archil (VIII<sup>e</sup> siècle), qui fut massacré par des conquérants, sont enterrées dans ce lieu. Le temple est situé sur l'ancienne frontière naturelle (Turdo Gorge) qui divise les deux anciens royaumes géorgiens, Kakheti et Ereti.

Avant 2002, le monument était dégradé et inutilisé. Un groupe de jeunes étudiants – des Géorgiens et des Ossètes ethniques (provenant également de régions touchées par le conflit) – a mobilisé la jeunesse locale pour organiser un camp de jeunes en faveur de la paix baptisé Notkora 2002. Le but de ce camp était de procéder à des fouilles archéologiques et de nettoyer le monument. Ce lieu historique est donc un symbole original de tolérance et de compréhension mutuelle entre des groupes ethniques différents.

Comme dans les autres parties de la Géorgie, plusieurs groupes ethniques vivent dans la région de Kakheti. Il est donc nécessaire, pour le développement de la région, de créer une atmosphère de confiance et de compréhension mutuelle entre eux, et de les faire participer équitablement à diverses activités, notamment le sport.

Bien qu'il n'y ait jamais eu de conflits armés dans la région du Kakheti, ces conflits ont encore eu une incidence sur les relations interethniques dans la région. Les personnes déplacées d'Abkhazie (Géorgie) et une communauté importante d'Ossètes ethniques vivent actuellement dans la région de Kakheti.

Au départ, le tournoi opposait des équipes de football scolaires (des neuvième, dixième et onzième classes – soit l'équivalent des classes de seconde, de première et de terminale dans le système français) provenant de cinq villages de la région de Kakheti : Karajali, Notkora, Gulgula, Vardisubani et Areshperani. Ces villages n'avaient pas été choisis par hasard. Le premier est en effet peuplé d'Azerbaïdjanais ethniques, les trois villages suivants de Géorgiens ethniques, et le cinquième d'Ossètes ethniques.

Les principaux objectifs du tournoi sont les suivants :

- Renforcer la confiance, la compréhension mutuelle et la tolérance parmi les adolescents de différents groupes ethniques de la région de Kakheti, représentés par les écoles de football scolaires de cinq villages ;
- Attirer l'attention des collectivités locales sur la situation du football pour les jeunes dans la région de Kakheti.

Le tournoi s'efforce de prendre en compte la situation politique actuelle et de réduire les tensions interethniques. Par exemple, le tournoi de 2008 a eu lieu dans le village d'Areshperani (district de Lagodekhi). A cette époque, les médias de masse avaient annoncé que dans les villages de la région de Kakheti, notamment à Areshperani, les Ossètes avaient été contraints de quitter leurs foyers. L'examen des faits a montré que cette information ne correspondait pas à la situation réelle du village d'Areshperani. Or sa diffusion pouvait déboucher sur de nouvelles tensions. Il était donc important, dans ce contexte, de lancer une initiative dans ce village pour créer une atmosphère de confiance et de compréhension mutuelle parmi les représentants des différents groupes ethniques vivant dans la région (*source*: Centre européen pour les questions relatives aux minorités).

La population locale a beaucoup apprécié le fait que le tournoi se déroule dans son village. Ses habitants ont compris que ce type d'événement montrait qu'ils étaient partie intégrante de la société au sens large du terme. Le tournoi a aussi attiré l'attention sur les divers problèmes qu'ils rencontrent.

Le Centre Kakheti pour les initiatives civiques s'efforce de faire participer d'autres ONG en attribuant des prix spéciaux pour le tournoi. Les collectivités locales ainsi que les médias de masse participent également au tournoi.

Dans le cadre de la semaine d'action organisée par le réseau FARE en 2009, il a été décidé de mettre sur pied un tournoi d'équipes universitaires. Les universités suivantes y ont participé: antenne de Soukhomi de l'Université d'Etat Ilia Chavchavdze de Tbilissi, Académie des arts de Géorgie, Université Gori, université d'Etat Iakob Gogebashvili de Telavi et université d'Etat Meskhi de Zougdid. Une décision importante a été prise, celle d'organiser des tournois opposant des équipes du Caucase du Sud. Les collectivités locales et régionales ont aussi apporté leur soutien au tournoi. Des prix spéciaux ont été préparés au nom des autorités de la région de Kakheti. Par ailleurs, la municipalité de Zougdid a apporté son aide pour transporter l'équipe de l'université d'Etat Meskhi de Zougdid.

- **Viabilité**: Le tournoi « Notkora » est déjà devenu une tradition dans la région multiethnique de Kakheti. Il se déroule chaque année dans le cadre de la semaine d'action organisée par le réseau FARE.
- **Lutte contre les discriminations**: Le tournoi n'est pas uniquement une nouvelle occasion pour les enfants et les jeunes de jouer au football. Il est aussi une chance d'interagir avec des homologues d'autres communautés voisines, de faire preuve de fair-play, d'apprendre davantage sur les menaces que représentent l'intolérance et la discrimination et de découvrir le rôle du football dans la lutte contre ce phénomène dangereux.

- **Efficacité et impact:** Pendant quatre ans, près de 450 écoliers et étudiants universitaires représentant divers groupes ethniques (Azerbaïdjanais, Géorgiens, Ossètes), personnes déplacées et jeunes de communautés victimes de la guerre – et vivant à Telavi et dans d'autres villes et villages – ont participé au tournoi.
- **Transférabilité:** Les démarches de l'organisateur sont flexibles et créatives et permettent de mettre en place le tournoi dans des lieux divers. Les thèmes choisis pour caractériser les tournois – tolérance, coexistence pacifique, multiculturalisme – sont définis d'une manière suffisamment large pour que les participants des différentes régions puissent y adhérer.
- **Examen et évaluation:** L'organisation de chaque tournoi repose sur l'examen et l'évaluation des résultats des tournois précédents. Les analyses des situations sociales et politiques actuelles sont également prises en considération lors de la planification et de l'élaboration des programmes des tournois.
- **Participation des bénéficiaires:** Des consultations avec les bénéficiaires et les collectivités locales et régionales, les ONG nationales, les écoles et les universités ont lieu à chaque étape du tournoi.

## Projet «aires de jeu sécurisées»

**Organisme(s) d'exécution:** Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Croissant-Rouge d'Azerbaïdjan.

**Lieu (ville, région et pays):** Régions de première ligne d'Azerbaïdjan (districts d'Agdam, de Gazakh, de Tovuz, d'Aghstafa, d'Aghjabadi, de Fizuli, de Goy-Gol, de Goranboy, de Terter et de Gadabey)

**Partenaires engagés:** Croix-Rouge norvégienne, Comité olympique international (CIO), population des communautés locales.

**Pays et/ou régions engagés:** Azerbaïdjan.

**Période du projet/Date de l'événement:** 2005-2010.

**Groupe(s) cible(s):** Enfants scolarisés.

**Sport:** Divers, l'accent étant mis sur la construction de terrains de jeu sécurisés pour pratiquer un sport.

Conséquence des hostilités en Azerbaïdjan, les mines terrestres ont causé beaucoup de dégâts et constituent encore une menace auxquelles de nombreuses communautés doivent faire face. Ces mines empêchent notamment les enfants de jouer en dehors du foyer familial. Le projet d'aires de jeu sécurisées a pour but de créer des espaces pour que les enfants et les adolescents puissent jouer et faire du sport sans courir le risque de marcher sur une mine ou un reste d'explosif de guerre. Le programme vise à créer un lieu pour la communauté, lieu «connu pour être sûr et qui a été aménagé en espace de loisirs de plein air pour les enfants et les adolescents. Dans l'idéal, cet espace est clôturé. Des messages simples sont placés autour, prévenant du danger que représentent les mines et d'autres restes d'explosifs de guerre» (CICR, 2008).

Ce projet a commencé en 2005 grâce à l'appui financier de la Croix-Rouge norvégienne et à celui, technique, du CICR. Le CIO a également accordé son soutien opérationnel et financier au projet. Depuis sa mise en œuvre initiale, plusieurs aires de jeu sécurisées ont été mises en place et garantissent la sécurité des enfants qui jouent. Le but du projet d'aires de jeu sécurisées est de créer des aires pour les familles afin que ses membres puissent passer du temps ensemble. Il est aussi d'informer les enfants des dangers des mines terrestres et des restes explosifs de guerre sachant que le nombre de victimes des mines augmente considérablement pendant les mois d'été.

Les aires de jeu sécurisées sont spécifiquement conçues pour répondre aux besoins des jeunes écoliers. Les sports et les jeux organisés sur ces aires de jeu sécurisées, comme le football et le badminton, représentent une contribution valable à la diminution des victimes des mines terrestres.

- **Viabilité:** Le développement d'infrastructures sportives en général et la création de terrains de jeu sécurisés en particulier sont une contribution considérable à la sécurité des communautés locales. Les étudiants locaux ont participé à la conception et à la construction de ces aires, de sorte que les populations locales ont pu s'identifier au projet et à ces nouvelles aires d'une manière plus directe et continue.
- **Lutte contre les discriminations:** Le projet visait les enfants des communautés qui étaient privés de leur droit fondamental de disposer d'aires sécurisées pour jouer et pratiquer un sport.
- **Efficacité et impact:** Près de 3 500 enfants vivant dans 42 communautés situées dans les districts de dix unités

territoriales peuvent jouer en toute sécurité et sans crainte. Les familles locales ont accepté la proposition d'aménager des aires de jeu sécurisées et continuent de les utiliser.

- **Transférabilité :** Les mines terrestres et d'autres restes d'explosifs de guerre sont une menace dans d'autres communautés qui sont victimes d'un conflit ou qui s'en relèvent, et au-delà du Caucase du Sud. Il est très important de créer des aires de jeu sécurisées et d'organiser des activités d'été pour les enfants afin de diminuer les risques existants.
- **Examen et évaluation :** Le projet a permis d'élaborer de bons mécanismes d'examen et d'évaluation qui s'appuient sur des rapports et des retours d'information provenant de la population locale et des bénéficiaires directs du projet.
- **Participation des bénéficiaires :** Des enfants et des étudiants ont participé à la conception et à la construction de ces aires.

## **Festival d'échecs organisé dans le cadre des tournois de la Coupe des Nations Unies**

**Organisme(s) d'exécution:** AUNA et Académie d'échecs d'Arménie.

**Lieu (ville, région et pays):** Les tournois de qualification se déroulent dans plus de 35 villes arméniennes avant le festival d'échecs organisé dans le cadre du tournoi de la Coupe des Nations Unies à Erevan.

**Partenaires engagés:** Fédération d'échecs d'Arménie, Département de l'information des Nations Unies (ONU-DPI), Groupe de la communication des Nations Unies (ONU-GC), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Fondation Gafeschian, Armeconombank, association «Pyunic – Union pour les handicapés», Université d'Etat d'Erevan et Union générale arménienne de bienfaisance (AGBU).

**Pays et/ou régions engagés:** Arménie.

**Période du projet/Date de l'événement:** 2005-2008

**Groupe(s) cible(s):** Enfants scolarisés âgés de 6 à 12 ans.

**Sport:** Echecs.

Le festival d'échecs organisé dans le cadre des tournois de la Coupe des Nations Unies s'est déroulé à l'occasion de la Journée internationale des Nations Unies pour la paix dont le mot d'ordre était le «Sport pour la paix». Le but du projet était de «promouvoir la mission, les valeurs et les principes des Nations Unies, de diffuser la culture pour la paix et de créer une atmosphère de dialogue et de tolérance par le sport en Arménie» (AUNA, 2008a). Le premier tournoi a été organisé en septembre 2005.

Les tournois ont eu lieu chaque année dans les 35 villes où l'Académie d'échecs comptait des sections locales. Les entraîneurs de

l'Académie encadraient les compétitions locales et les vainqueurs participaient aux épreuves finales du festival d'échecs à Erevan. Près de 5 600 enfants ont participé directement aux tournois locaux et 160 enfants et adultes ont pris part aux épreuves finales. Les enfants étaient d'autant plus motivés qu'ils pouvaient rencontrer ou jouer contre des grands maîtres internationaux et des champions olympiques arméniens.

Co-organisé par l'ONU, le projet a toujours reçu à ce titre une attention spéciale des hauts dirigeants de l'Organisation. Par ailleurs, les différentes institutions de l'ONU ont prodigué leurs encouragements et contribué au financement et à la diffusion de publications de l'ONU, de maillots, etc. Le tournoi a permis de mieux faire connaître les valeurs de l'ONU aux enfants, qui ont rencontré des représentants de l'Organisation et reçu des informations concernant ses activités et programmes.

- **Viabilité:** Le festival d'échecs organisé dans le cadre des tournois de la Coupe des Nations Unies est devenu un événement annuel après sa création en 2005. Il s'est déroulé chaque année ensuite jusqu'en 2009. Le festival faisait partie des activités de l'AUNA prônant l'usage du sport comme instrument de promotion des valeurs de la paix et de la tolérance. Bien que cette tradition annuelle se soit interrompue en raison de la crise financière mondiale qui a eu de graves répercussions sur l'économie arménienne. L'AUNA prévoit néanmoins de la rétablir et d'organiser le prochain tournoi en 2011.
- **Lutte contre les discriminations:** Des enfants de différents groupes ethniques ont participé aux tournois. Les organisateurs ont pris grand soin de faire participer des réfugiés et

des personnes handicapées. Ils ont pour cela coopéré étroitement avec l'association «Pyunic – Union pour les personnes handicapées».

- **Efficacité et impact:** La participation au tournoi crée un environnement d'égalité, même si les participants peuvent provenir de différents milieux ethniques ou être réfugiés. Le jeu d'échecs concerne beaucoup de monde en Arménie et les tournois d'échecs sont un bon moyen de faire mieux connaître les valeurs de la paix.
- **Transférabilité:** Le Festival d'échecs représente un exemple intéressant de la manière dont un jeu intellectuel ou un sport peut contribuer à la promotion de la culture de la paix. L'AUNA prévoit d'élargir le cadre de ce festival en le transformant en événement transrégional concernant l'ensemble de la région du Caucase du Sud.
- **Participation des bénéficiaires:** Les entraîneurs et les directeurs des clubs d'échecs, ainsi que les parents, ont la possibilité de participer à toutes les phases du tournoi. Le Festival d'échecs est une occasion pour les représentants d'organisations internationales, d'ONG, de médias et d'institutions d'enseignement supérieur de se rencontrer et de trouver des moyens de coopérer.

## Coupe du Caucase

**Organisme(s) d'exécution :** Union internationale de la jeunesse du Caucase (IUCY).

**Lieu (ville, région et pays) :** Tbilissi, Géorgie.

**Partenaires engagés :** Mairie de Tbilissi, Ministère de la jeunesse et du sport de Géorgie.

**Pays et/ou régions engagés :** Douze groupes ethniques vivant en Géorgie.

**Période du projet/Date de l'événement :** Mai 2010.

**Groupe(s) cible(s) :** Adolescents en fin d'études secondaires.

**Sport :** Football.

L'IUCY est une nouvelle organisation. Il s'agit d'une équipe multiculturelle comprenant des membres de diverses origines qui habitent tous en Géorgie. Durant l'été 2009, deux groupes de l'Union ont participé à des excursions dans les régions éloignées de la Géorgie : les gorges de Pankisi (où habitent les Kistes et les réfugiés de Tchétchénie) et le district de Kvareli (village d'Avar). Le but de ces voyages sur le terrain était d'étudier les traditions des populations locales et de conduire des recherches sur leurs réalités et difficultés. Au fil des discussions et des échanges avec la jeunesse locale, l'idée a germé d'organiser un tournoi de football. Cette idée a été soutenue par la mairie de Tbilissi et le Ministère des sports et de la jeunesse de Géorgie, qui a fourni les ressources pour le transport, le logement et la restauration.

L'objectif du tournoi était de rapprocher et d'intégrer des jeunes issus de milieux ethniques différents et vivant en Géorgie. Les organisateurs ont aussi prévu de contribuer à la définition d'une identité régionale caucasienne. Au total, 120 adolescents ont formé

12 équipes représentant les groupes ethniques suivants : Abkhazes, Arméniens, Assyriens, Avars, Azerbaïdjanais, Géorgiens, Grecs, Juifs, Kistes, Kurdes, Ossètes et Russes.

Outre le tournoi, un programme culturel spécial comprenant une visite touristique de Tbilissi, des cinémas et des parcs a été élaboré pour tous les participants. Certains des enfants venant de régions éloignées, en particulier les équipes d'Ossètes, d'Arméniens et d'Avars, visitaient Tbilissi pour la première fois.

- **Viabilité :** Le tournoi a le potentiel pour perdurer et sera de nouveau organisé en 2011. Les concepteurs de l'événement envisagent de dépasser le contexte géorgien et d'inclure les pays avoisinants, en particulier les républiques du Caucase du Nord de la Fédération de Russie. Une équipe d'Ingouchie et du Daguestan (Fédération de Russie) a déjà confirmé sa participation au prochain tournoi. Des négociations sont également conduites avec des participants de la République d'Ossétie du Nord – Alanie (Fédération de Russie) et des régions frontalières d'Arménie et d'Azerbaïdjan.
- **Lutte contre les discriminations :** Pour une région aussi multiculturelle, où le risque de reprise des hostilités est très élevé, il est important de jeter les fondements d'une coexistence pacifique des différents groupes confessionnels et ethniques. L'idée du tournoi est que la paix future et le développement durable de la région dépendent des générations suivantes. Pendant le tournoi, chaque équipe a été présentée par un membre éminent et connu de la société géorgienne (journalistes, écrivains et scientifiques) de la même origine ethnique. Ces personnalités ont souligné l'importance de l'intégration sociale et de la citoyenneté

active. Leurs exemples ont inspiré et rendu plus autonomes les participants au tournoi.

- **Efficacité et impact:** Le tournoi a contribué à l'établissement de relations interpersonnelles entre les enfants et les adolescents de différents groupes ethniques et régions de Géorgie. Les participants au tournoi restent en contact grâce à Internet, aux appels téléphoniques et aux visites auprès des familles. Le projet a contribué à une augmentation de la participation des jeunes aux activités civiques. Certains participants se sont intéressés aux activités de l'IUCY et sont désormais membres de cette organisation.
- **Examen et évaluation:** Après l'événement, les planificateurs ont examiné le processus du projet dans sa globalité et proposé plusieurs changements pour le tournoi suivant, notamment l'obtention d'un soutien supplémentaire des organisations sportives internationales.
- **Participation des bénéficiaires:** Le tournoi a été créé et mis en œuvre par les bénéficiaires. La coopération avec des experts locaux travaillant à la résolution des conflits et au renforcement de la société civile dans la région du Caucase a également contribué au succès de la mise en œuvre du projet et à son développement futur.

## Camp pour la jeunesse «Le sport unit les peuples»

**Organisme(s) d'exécution:** AUNA, Centre d'éducation pour la jeunesse (ECY-Azerbaïdjan), Académie pour la paix et le développement (APD-Géorgie).

**Lieu (ville, région et pays):** Ureki (Géorgie).

**Partenaires engagés:** Bureaux du British Council en Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie.

**Pays et/ou régions engagés:** Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie.

**Période du projet/Date de l'événement:** Août 2008.

**Groupe(s) cible(s):** Jeunes âgés de 18 à 25 ans.

**Sport:** Beach volley, football, jeux traditionnels (échecs, dames, etc.), triathlon, water polo.

Selon les organisateurs, les buts et objectifs du projet étaient les suivants:

- motiver les jeunes et leur donner davantage d'autonomie en les faisant participer à des activités sportives;
- faire mieux connaître le sport en tant qu'instrument de coopération interculturelle;
- faire en sorte que les jeunes participent activement aux initiatives locales et internationales et en soient les chefs de file.

En août 2008, le camp d'été a rassemblé à Ureki (Géorgie) 21 participants âgés de 18 à 25 ans et provenant d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie. Les jeunes ont participé à des ateliers axés sur six thèmes principaux: le sport, la culture, l'éducation, le travail en équipe, la capacité de direction et la communication. Ces ateliers étaient tous structurés dans le but d'autonomiser et de former les futurs jeunes responsables – étudiants, membres des groupes

d'initiatives pour la jeunesse, membres d'ONG pour les jeunes – à l'utilisation d'activités sportives dans les activités qu'ils consacrent à la jeunesse locale (AUNA, 2008). Les activités du camp comprenaient des jeux traditionnels comme le jacquet et le shashki (dames), ainsi que des sports aquatiques (principalement le waterpolo) et une compétition de beach volley.

- **Viabilité:** Malgré le caractère «ponctuel» de cette initiative, des éléments de pérennité comme les partenariats, la capacité de direction, la communication, le travail d'équipe et l'apprentissage interculturel étaient incorporés dans le programme. Les organisateurs ont mis la priorité sur les domaines de travail des participants et examiné l'idée de mettre en œuvre de futurs projets conjoints.
- **Lutte contre les discriminations:** Les jeunes qui ont été sélectionnés pour le programme étaient issus de milieux ethniques différents ou représentaient des communautés qui avaient été divisées par les conflits dans la région du Caucase du Sud. Un des objectifs du camp était de promouvoir la tolérance interculturelle et la compréhension mutuelle entre ces groupes.
- **Efficacité et impact:** Le programme a prouvé que le thème de la jeunesse et du sport avait un potentiel suffisamment important pour que les jeunes s'engagent dans des activités et un dialogue interculturels. Le projet a eu un effet multiplicateur: à leur retour, les jeunes élèves et étudiants ont organisé des activités analogues à Charentsavan et Meghradzor (région de Kotayk, Arménie).
- **Transférabilité:** Le camp d'été organisé sur le thème du sport comme moyen d'unir les peuples s'est tenu dans le cadre du projet pilote «Jeunesse! Sport! Action!» mis en œuvre à l'échelle

internationale en vue de préparer les Jeux olympiques de 2012. L'éventail des activités proposées aux jeunes du Caucase du Sud et d'autres pays de la région de l'Europe du Sud-est comprenait des sports de compétition (triathlon, basketball, football, jeux aquatiques) et des événements éducatifs.

- **Examen et évaluation :** Des séances d'évaluation ont eu lieu et des formulaires d'évaluation ont été remplis par des participants, l'accent étant mis sur les points forts et les faiblesses du programme.
- **Participation des bénéficiaires :** Les participants aux camps de jeunes ont pris une part active au processus de planification et d'exécution. Le programme du camp était adapté à leurs attentes comme l'indiquent les formulaires et les séances quotidiennes de mise au point.

## 5. Conclusions et recommandations

Le sport peut, à une échelle modeste, contribuer à l'inclusion et à la cohésion sociale, mais cette contribution n'a rien d'automatique. Dans le contexte des pays et régions qui se relèvent d'un conflit ou dont la situation est fragile, la cohésion sociale ne se renforce pas d'elle-même et le sport ne peut pas être considéré comme un instrument impartial, ni même indépendant. Il peut en effet être influencé et parfois détourné par le conflit ou les parties au conflit.

Les chefs de projets doivent donc tenir compte des circonstances sociales et politiques qui règnent dans les régions ciblées lorsqu'ils élaborent des mesures pour lutter contre la discrimination religieuse, sexuelle ou ethnique, ou conçoivent des projets pour établir des liens entre les divers intérêts, parties prenantes et entités.

Les conditions politiques générales observées dans les sociétés qui se relèvent d'un conflit et auxquelles les projets sont confrontés peuvent être décrites comme suit :

- un manque grave de légitimité politique (un « cercle vicieux » de faible légitimité et de capacités publiques médiocres) ;
- une gouvernance de piètre qualité (une « mauvaise gouvernance ») associée aux conflits en cours et à la corruption systémique (y compris l'usurpation des structures de l'État par des intérêts spécifiques et la criminalité organisée) ;
- une perpétuation des structures de pouvoir et de domination existantes (les structures du pouvoir social sont strictement hiérarchiques, autrement dit le fort exploite le faible, et l'accès au pouvoir et aux ressources est monopolisé) (Andrlik 2010) ;

- des structures étatiques qui ne peuvent pas assurer les fonctions de base nécessaires à l'inclusion sociale, en particulier pour les communautés très marginalisées (comme les minorités et d'autres groupes victimes de discrimination) ;
- un manque d'organisations et de communautés puissantes et indépendantes représentant la société civile et une absence de coopération entre ces acteurs et la sphère politique (très souvent, les organisations de la société civile ne sont pas reconnues par les structures de pouvoir).

Pour ces raisons, *les projets d'inclusion par le sport dans les sociétés qui se relèvent d'un conflit doivent mettre l'accent, dès le début, sur le renforcement des liens entre les différentes parties prenantes et sur la création d'un climat de compréhension et de confiance mutuelle.* Il s'agit non seulement des liens entre les anciennes entités ou parties au conflit mais également de ceux qui existent à l'intérieur des sociétés elles-mêmes, parce que la coopération et les réseaux qui concernent la cohésion sociale par le sport sont souvent très faibles et que, malheureusement, les organisations de la société civile ne font pas exception à cet égard. La cohésion sociale dans les sociétés qui se relèvent d'un conflit est nécessaire, car elle permet aux divers acteurs de se développer d'une manière positive dans le domaine politique et social du sport. En outre, l'attention des médias est essentielle, même si elle n'est que temporaire, car l'effet « boule de neige » venant de projets toujours plus nombreux peut finalement déboucher sur un changement d'attitude et une meilleure sensibilisation à ces thèmes.

Pour garantir l'impact et la pérennité des mesures adoptées, il est extrêmement important que les populations locales et régionales

y soient associées. Parfois, les communautés locales semblent être uniquement les cibles ou les bénéficiaires de programmes et de projets, sans être impliquées dans le processus d'élaboration des stratégies et des événements. Cette situation peut poser un problème si ces communautés ne sont pas prêtes à résoudre les problèmes rencontrés ou si elles se sentent traitées avec condescendance par les donateurs étrangers, les ONG internationales ou d'autres organisations extérieures, alors qu'elles doivent participer au programme à cause de leurs propres intérêts financiers ou, pire, sous la pression des pouvoirs politiques. Pour résoudre ces problèmes, les projets d'inclusion doivent être organisés dès le départ avec les parties prenantes de la région, notamment aux niveaux local et régional. La sensibilisation aux besoins et aux contextes individuels des groupes cibles est déterminante pour la réussite du projet. En outre, les participants locaux doivent souvent résoudre des problèmes économiques et sociaux plus larges que les organismes d'exécution étrangers ne connaissent pas ou dont ils ne se préoccupent pas, à savoir, par exemple, le manque d'infrastructures et d'installations ou le besoin de disposer d'aires sportives sécurisées. En ce sens, les projets doivent être aussi ouverts que possible et leur suivi doit être suffisamment simple pour ne pas nécessiter un soutien financier ou logistique important de l'extérieur.

En revanche, comme cela a déjà été mentionné dans l'étude, les interventions fondées sur le sport devraient faire partie d'un programme plus large de changement politique et social. Elles pourraient s'appuyer, par exemple, sur la participation d'organisations nationales ou européennes et d'universités qui leur permettraient de lier le niveau micro du projet sportif au niveau macro de la politique sportive et de la construction du savoir. Ce point peut sembler

contradictoire avec le paragraphe ci-dessus, mais la participation à des campagnes ou des initiatives internationales telles que le réseau FARE pourrait contribuer à mettre l'accent sur des problèmes nationaux ou régionaux liés à la discrimination tout en portant le débat sur ces questions à un niveau européen. Cela pourrait être extrêmement utile dans des régions où toutes les parties concernées se considèrent comme victimes du conflit. Cela contribuera à définir un objectif régional commun et à faire en sorte que les bénéficiaires s'approprient le projet.

Enfin, les événements sportifs transrégionaux devraient être vus comme un instrument de consolidation et de maintien de la paix. De telles initiatives sont une occasion de surmonter les divisions entre des groupes ou des entités qui s'opposent et de donner aux représentants des divers intérêts la possibilité de présenter leurs préoccupations ethniques, religieuses ou régionales quels que soient les désaccords et les conflits. En outre, ces événements pourraient contribuer à mobiliser des valeurs positives d'identification et de coopération régionales.

## Recommandations pratiques

Certaines de nos recommandations sont liées au Plan d'action de Vienne, qui a été élaboré par l'institut VIDC à la suite de la Conférence de Vienne sur le développement par le football, organisée les 23 et 24 avril 2010<sup>11</sup>. Les recommandations visent les collectivités locales, les organisations de jeunes et les écoles, les ONG

11. Plan d'action de Vienne : [www.footballfordevelopment.net/documents/downloads](http://www.footballfordevelopment.net/documents/downloads).

les clubs sportifs et les associations sportives dans les régions qui se relèvent d'un conflit. Elles concernent le sport en général et pas uniquement le football.

### *Sport et résolution des conflits*

- Bien que le sport ne puisse pas en lui-même résoudre des conflits, il devrait être utilisé comme outil pour prévenir la violence, les tensions régionales et ethniques et la guerre;
  - Utiliser le sport comme ressource pour le dialogue et l'échange culturel dans les régions qui se relèvent d'un conflit;
  - Elaborer des programmes de longue haleine pour réconcilier les anciennes parties au conflit au moyen du sport, notamment les enfants-soldats, les soldats et d'autres victimes;
  - Etablir des relations, se concerter et coopérer avec des ONG locales et des acteurs politiques locaux;
  - Former et conseiller les ONG locales afin de tirer parti des possibilités de financement disponibles;
  - Organiser des manifestations sportives transrégionales qui peuvent jouer un rôle important dans le maintien de la paix, la promotion de la confiance mutuelle et l'échange de bonnes pratiques entre divers acteurs;
  - Créer des plates-formes régionales pour le développement, la coordination et la coopération dans le domaine du sport afin de promouvoir la compréhension mutuelle et de renforcer le processus d'eupéanisation et d'engagement dans les initiatives européennes;
- Mettre en œuvre un système de suivi permanent au niveau national ou régional afin d'analyser la situation concernant la discrimination et le racisme dans le sport;
  - Investir dans les infrastructures sportives nécessaires à tous les niveaux, notamment pour aménager des aires sécurisées afin de permettre la pratique du sport;
  - Faire en sorte que les événements sportifs attirent davantage l'intérêt du public et mobilisent les investissements, en particulier s'ils visent des entités et des parties ayant pris part à un conflit. Ici, les formes traditionnelles de sport qui sont organisées à l'échelle des communautés ou des régions doivent être prioritaires, tout comme l'inclusion de groupes vulnérables tels que les enfants, les adolescents, les personnes handicapées ou les minorités sociales ou ethniques;
  - Mettre en œuvre un apprentissage et un accompagnement tout au long de la vie pour promouvoir et appliquer des valeurs sociales dans et par le sport;
  - Mettre au point, sur le plan régional, des outils et des bases de données basés sur les technologies de l'information et de la communication à l'intention des responsables du sport, ce qui permettrait d'améliorer la coopération régionale et l'échange de connaissances.

### *Cibler les écoles et les jeunes*

- Utiliser l'éducation non formelle pour relier le football, ainsi que d'autres sports, à l'enseignement dans des communautés marginalisées qui ne sont pas intégrées dans le système éducatif

général ou qui ne peuvent pas apprendre aussi efficacement dans un milieu scolaire traditionnel;

- Elaborer des stratégies éducatives qui incorporent le sport afin d'attirer les jeunes et les sensibiliser à des questions importantes dans les domaines de la santé, de l'hygiène, des responsabilités civiles, de la lutte contre la discrimination et de l'élimination des barrières sociales;
- Incorporer le développement par le sport et la lutte contre la discrimination dans les programmes des institutions éducatives;
- Concevoir des activités de prévention avec des supporters et des spectateurs afin que les mécanismes d'autorégulation fassent partie de la culture des supporters et intégrer ces activités dans des initiatives transnationales.

#### *Médias et organisation de campagnes*

- Assurer une couverture médiatique qui favorise la sensibilisation et ne reproduise pas les préjugés et les stéréotypes, et diffuser des reportages sur les réussites et les expériences positives afin de donner une perception équilibrée des groupes vulnérables et défavorisés;
- Coopérer avec des médias publics et privés afin de diffuser des informations concernant le lien entre le sport et le développement et mettre ces informations à la disposition de tous, notamment des groupes marginalisés;
- Elaborer une stratégie pour renforcer les capacités des médias en formant et en sensibilisant les journalistes à la lutte contre la discrimination au moyen du sport;

- Consulter et échanger activement des informations avec des ONG et des experts spécialisés dans le développement dans les pays du Sud; établir des partenariats dans le cadre de projets utilisant des plates-formes telles que la Plate-forme internationale pour le sport et le développement.

#### *Lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes et accroître la sensibilisation à ces questions*

- Sensibiliser les enseignants, les entraîneurs, les médias, les organes sportifs et les autres parties prenantes pour que les femmes comme les hommes puissent accéder équitablement à tous les types de sports;
- Adopter des stratégies contre les stéréotypes fondés sur le genre, l'orientation sexuelle et d'autres formes de discrimination, et protéger toutes les personnes qui défient les normes sociales pour choisir et pratiquer librement le sport de leur choix;
- Evaluer le contexte socioculturel et sélectionner (par étapes progressives) des types de sport spécifiquement adaptés à divers groupes cibles;
- Elaborer des principes didactiques et pédagogiques concernant les pratiques coéducatives et d'autres formes de dynamique de groupe liées à l'égalité entre les sexes;
- Identifier de façon proactive et créer (en particulier) des modèles féminins et les impliquer d'une manière systématique et délibérée;
- Revendiquer et aménager des aires adéquates et sécurisées, en particulier pour les jeunes filles et les femmes, afin qu'elles puissent pratiquer le sport;

- Identifier et impliquer les principaux « filtres » (les personnes qui interdisent la participation des femmes) et les prendre en compte à chaque étape du processus de planification, de mise en œuvre et d'évaluation.

## Références et bibliographie complémentaire

### Projets et initiatives présentés, exemples de bonnes pratiques:

Association arménienne des Nations Unies (AUNA) (2008a): *Chess Festival – UN Cup Tournament*, [www.auna.am/index.php?option=com\\_content&view=article&id=70%3Achess-festival-un-cup-tournament-&Itemid=51&lang=en](http://www.auna.am/index.php?option=com_content&view=article&id=70%3Achess-festival-un-cup-tournament-&Itemid=51&lang=en)

Association arménienne des Nations Unies (AUNA) (2008): *Annual Report 2008*, [www.wfuna.org/site/c.rvYlcNIJwE/b.3784067/k.9F29/United\\_Nations\\_Association\\_of\\_Armenia.htm](http://www.wfuna.org/site/c.rvYlcNIJwE/b.3784067/k.9F29/United_Nations_Association_of_Armenia.htm)

British Council *International School Sports Partnerships*, (2010) [www.britishcouncil.org/uk\\_azerbaijan\\_study.pdf](http://www.britishcouncil.org/uk_azerbaijan_study.pdf)

Cross Cultures Project Association (2010) *What we do: Caucasus and Moldova*, [www.ccpa.eu/1-137-caucasus-and-moldova.html](http://www.ccpa.eu/1-137-caucasus-and-moldova.html)

Cross Cultures Project Association (2010) *What we do: Macedonia*, <http://ccpa.dk/1-326-macedonia.html>

ECMI, ECMI Working Paper #45, SORDIA, Giorgi, “Ossetians in Georgia. In the Wake of the 2008 War”, p.13f. September 2009; [www.ecmicaucasus.org/menu/pub\\_wp.html](http://www.ecmicaucasus.org/menu/pub_wp.html)

Comité international de la Croix-Rouge (CICR) (2008) *Azerbaïdjan: aires de jeu sécurisées pour les enfants (en anglais)*: [www.icrc.org/eng/resources/documents/feature/azerbaijan-feature-300908.htm](http://www.icrc.org/eng/resources/documents/feature/azerbaijan-feature-300908.htm)

FSE: [www.footballsupporterseurope.org](http://www.footballsupporterseurope.org)

International Sport and Culture Association (ISCA) (2010) *Sport and Cultures in Dialogue. Project Summary*, [www.isca-web.org/english/news/sportandculturesindialogue](http://www.isca-web.org/english/news/sportandculturesindialogue)

Judo Friends Serbia (2010) *Decision on the organisation of the camp “Judo Friends”*, [www.judofriends.rs/eng/news?nid=1](http://www.judofriends.rs/eng/news?nid=1)

London 2012 (2009) *International Inspiration. Annual Report 2008/2009*, [www.london2012.com/documents/education/international-inspiration-report.pdf](http://www.london2012.com/documents/education/international-inspiration-report.pdf)

London 2012 (2010) *International Inspirational leaves a legacy in Azerbaijan*, [www.london2012.com/press/media-releases/2010/05/international-inspirational-leaves-a-legacy-in-azerbaija.php](http://www.london2012.com/press/media-releases/2010/05/international-inspirational-leaves-a-legacy-in-azerbaija.php)

PMP/Institute of Sport and Leisure Policy Loughborough University (2004). *Studies on Education and Sport, Sport and Multiculturalism (LOT 3) Final Report*, European Commission DG Education & Culture, (2004) available at: [www.isca-web.org/files/Sport%20and%20Multiculturalism%20EU%202004.pdf](http://www.isca-web.org/files/Sport%20and%20Multiculturalism%20EU%202004.pdf)

Réseau FARE: [www.FareNet.org](http://www.FareNet.org)

Sport and Cultures in Dialogue (2010) *Report on Local Citizens Panel Macedonia. 28.-30.5.2010*, [www.mydialogue.info/files/ScD\\_web/Panel\\_in\\_Skopje/Local\\_Citizens\\_Panel\\_in\\_Skopje\\_28\\_-\\_3052010\\_report.pdf](http://www.mydialogue.info/files/ScD_web/Panel_in_Skopje/Local_Citizens_Panel_in_Skopje_28_-_3052010_report.pdf)

Sports Humanitarian Organisation PLAY (2009) *Final Report: I came to Play; Peace Education Programme, Letenka, Novi Sad; Serbia (8.8.-18.8.2009)*, [www.icametoplay.org/files/files/Report.2009.pdf](http://www.icametoplay.org/files/files/Report.2009.pdf)

Sport Unites People (2008) *Regional Youth Camp "Sport Unites People"*, July 31-August 8 2008, Ureki, Georgia; [www.apd.ge/Downloads/APD%20final%20reports%20from%20Activities/Activity%20Report%20-%20Peace%20Camp%20BC.pdf](http://www.apd.ge/Downloads/APD%20final%20reports%20from%20Activities/Activity%20Report%20-%20Peace%20Camp%20BC.pdf)

## Organisations et parties prenantes nationales et internationales :

Conseil de l'Europe (2000), Initiatives exemplaires de cohésion sociale pour les réfugiés et les personnes déplacées, les minorités ethniques et les migrants ainsi que les chômeurs : *Sports Information Bulletin* Vol. 54, n° 2, pp. 5-68.

Conseil de l'Europe (2003), *Convention européenne sur la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives et en particulier de matches de football / Recueil de bonnes pratiques relatives à la prévention de la violence et exemples de chartes de supporters*, Strasbourg, 20 juin 2003, T-RV, Inf. 2.

Conseil de l'Europe (2004), *Déclaration d'Istanbul. La contribution du sport au dialogue interculturel*, 14 septembre 2004, T-RV (2004) 13.

Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (2008) *ECRI, Recommandation de politique générale de l'ECRI sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans le domaine du sport*, adoptée le 19 décembre 2008 *CRI(2009)5*, [www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/activities/GPR/EN/Recommandation\\_NI2/e-RPG%202%20-%20A4.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/activities/GPR/EN/Recommandation_NI2/e-RPG%202%20-%20A4.pdf).

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (2005), *Annuaire statistique*, [www.unhcr.org/4641835e0.html](http://www.unhcr.org/4641835e0.html), [www.unhcr.org/4641be4f0.html](http://www.unhcr.org/4641be4f0.html), [www.unhcr.org/464183605.html](http://www.unhcr.org/464183605.html).

Ministère des affaires civiles, Bosnie-Herzégovine (2010) *Stratégie relative au développement du sport en Bosnie-Herzégovine*, (Ministarstvo civilnih poslova, BiH : Strategija razvoja sporta u Bosni i Hercegovini. [www.mcp.gov.ba/zakoni\\_akti/strategije/?id=1506](http://www.mcp.gov.ba/zakoni_akti/strategije/?id=1506)).

Ministère de la jeunesse et du sport, Serbie (2008), *Stratégie relative au développement du sport en République de Serbie pendant la période 2009-2013* (Ministarstvo omladine i sporta Republike Srbije : Strategija razvoja sporta u Republici Srbiji za period od 2009 do 2013 godine. [www.mos.gov.rs/upload/dl/SPORT/Strategije/Strategija\\_razvoja\\_sporta.pdf](http://www.mos.gov.rs/upload/dl/SPORT/Strategije/Strategija_razvoja_sporta.pdf)).

Ministère de la jeunesse et du sport, Serbie (2009) *Rapport sur les travaux de recherche concernant les médias, le sport et la violence* (Ministarstvo omladine i sporta Republike Srbije, Udruženje sportskih novinara Srbije; (2009) *Izveštaj istraživanja Mediji, sport, nasilje.*) [www.parlament.rs/files/ostalo/2010/Istrazivanje%20mediji%20sport%20nasilje.pdf](http://www.parlament.rs/files/ostalo/2010/Istrazivanje%20mediji%20sport%20nasilje.pdf).

Nations Unies (2006), *Rapport sur l'Année internationale du sport et de l'éducation physique, 2005*, Genève.

Annan, K. (2005), *Nations Unies, Année internationale du sport et de l'éducation physique. Document de lancement, annonce de presse*, [www.un.org](http://www.un.org), le 14 septembre 2010.

Association des Arméniens des Nations Unies (AUNA) (2009), *Rapport annuel 2008*, [www.wfuna.org/site/c.rvY1cNIJwE/b.3784067/k.9F29/United\\_Nations\\_Association\\_of\\_Armenia.htm](http://www.wfuna.org/site/c.rvY1cNIJwE/b.3784067/k.9F29/United_Nations_Association_of_Armenia.htm).

## Publications dans le champ de la sociologie:

Andrlik, E., *Staatsbildung, Fragilität und menschliche Sicherheit*, Internal paper VIDC Vienna, 2010.

Burnett, C., Building Social Capital Through an Active Community Club, *International Review for the Sociology of Sport*, 2006, n° 41, pp. 283-294.

Carrington, B., Sport, masculinity and black cultural resistance, *Journal of Sport and Social Issues*, 1998, n° 22, pp. 275-298.

Coakley, J.J., *Sport in society: issues and controversies*, London, McGraw-Hill, 2004.

Coakley, J.J. and Pike, E. *Sport in society: issues and controversies*, London, McGraw-Hill, 2009.

Coalter, F., The social benefits of sport. An overview to inform the community planning process. Publié par Sport Scotland, 2005.

Coalter, F., The politics of sport-for-development: Limited focus programmes and broad gauge problems?, *International Review for the Sociology of Sport*, 2010, n° 45, pp. 295-314.

Comeron, Manuel, *La prévention de la violence dans le sport: projets intégrés*, Strasbourg, Editions du Conseil de l'Europe, 2002.

Elling, A., *Ze zijn er (niet) voor gebouwd: In- en uitsluiting in de sport naar sekse en etniciteit*, Nieuwegein, Arko Sports Media, 2002.

Elling, A., *Het voordeel van thuis spelen. Sociale betekenissen en in- en uitsluitingsmechanismen in sportloopbanen*, s-Hertogenbosch, Nieuwegein, W.J.H. Mulier Instituut/Arko Sports Media, 2007.

Elling, A. & Van Sterkenburg, J., Respect: Ethnic Bonding and Distinction in Team Sports Careers, *European Journal for Sport and Society*, 2008, n° 5, pp. 153-167.

Gasparini, W. & Talleu, C. (eds.) *Sport et discriminations en Europe, Regards croisés de jeunes chercheurs et journalistes européens*, Strasbourg, Editions du Conseil de l'Europe, 2010.

Gasparini, W. & Cometti, A. (eds.), *Le sport à l'épreuve de la diversité culturelle. Intégration et dialogue culturel en Europe, analyse et exemples de pratique*, Strasbourg, Editions du Conseil de l'Europe, 2010.

Hartmann, D., Rethinking Relationships Between Sport and Race in American Culture, Golden Ghettos and Contested Terrain, *Sociology of Sport Journal*, 2000, n° 17, pp. 229-253.

Hylton, K., How a turn to critical race theory can contribute to our understanding of race, racism and anti-racism in sport, *International Review for the Sociology of Sport*, 2010, n° 45, pp. 335-354.

Janssens, J., *Education through Sport. An Overview of Good Practices in Europe*, Nieuwegein, Arko Sports Media, 2004.

Krouwel, A. Boonstra, N. Duyvendak, J.W. & Veldboer, L. A good sport? Research into the capacity of recreational sport to integrate Dutch minorities, *International Review for the Sociology of Sport*, 2006, pp. 165-180.

Lalić, D., Biti, O., *The square of Sport, Violence, Politics, and Society: a scientific viewpoint in Europe and Croatia*, Political thought, 2008, n° 45, pp. 3-4 (in Croatian).

Lucassen, J., Nielander, D. & van Sterkenburg, J., *Weer meedoen door sport en bewegen als vorm van sociale activering*, s-Hertogenbosch, W.J.H. Mulier Instituut/LCO, 2004.

Müller, F., Van Zoonen, L. & De Roode, L., The Integrative Power of Sport: Imagined and Real Effects of Sport Events on Multicultural Integration, *Sociology of Sport Journal*, 2008, n° 25, pp. 387-401.

Mungiu-Pippidi, A., *Deconstructing Balkan Particularism: The Ambiguous Social Capital Of Southeastern Europe*, Southeast European and Black Sea Studies 5, No. 1, January, 2005, pp. 49-68.

Sabo, D. & Jansen, S.C., Prometheus Unbound, Constructions of Masculinity in Sports Media, 1998, pp. 202-220 in L. Wenner (ed.) *MediaSport*, London, Routledge.

Scholten, P. & Holzhaacker, R., Bonding, bridging and ethnic minorities in the Netherlands: changing discourses in a changing nation, *Nations and Nationalism*, 2009, n° 15, pp. 81-100.

Schulenkorf, N., Sport events and ethnic reconciliation: Attempting to create social change between Sinhalese, Tamil and Muslim sportspeople in war-torn Sri Lanka, *International Review for the Sociology of Sport*, 2010, n° 45, pp. 273-294.

Sherry, E., (Re)engaging marginalised groups through sport: The Homeless World Cup, *International Review for the Sociology of Sport*, 2010, n° 45, pp. 59-72.

Spaaij, R., Sport as a vehicle for social mobility and regulation of disadvantaged urban youth: Lessons from Rotterdam, *International Review for the Sociology of Sport*, 2009, n° 44, pp. 247-264.

Sugden, J., Critical left-realism and sport interventions in divided societies, *International Review for the Sociology of Sport*, 2010, n° 45, pp. 258-272.

Van Bottenburg, M., & Van Sterkenburg, J., *L'UE et le sport. Répondre aux attentes*. Conférence consultative avec le mouvement sportif européen sur les fonctions sociales du sport et la lutte contre le dopage. Rapports d'ateliers, Bruxelles, 14 et 15 juin, 2005.

Van Bottenburg, M., Rijnen, B. & Van Sterkenburg, J., *Sport Participation in the European Union. Trends and Differences*. Nieuwegein, Arko Sports Media, 2005.

Van Sterkenburg, J., Duziem – Sport Hall for a Future. In J. Janssens (1999), *Education through Sport. An Overview of Good Practices in Europe*, s-Hertogenbosch/Nieuwegein: W.J.H. Mulier Instituut/Arko Sports Media, 2004, pp. 92-98.

Van Sterkenburg, J. & Knoppers, A., Dominant Discourses about race/ethnicity and gender in sport practice and performance, *International Review for the Sociology of Sport*, 2004, n° 39(3), pp. 301-321.

Van Sterkenburg, J., Janssens, J. & Rijnen, B. (eds.), *Football and racism. An inventory of the problems and solutions in eight West European countries in the framework of the Stand Up Speak Up campaign*, Brussels, King Baudouin Foundation, 2005, Nieuwegein, Arko Sports Media.

Verweel, P. & Anthonissen, A., Ethnic diversity in organised sport: development of social capital by Dutch immigrants, *The Cyprus Journal of Sciences*, 2006, n° 4, pp. 109-128.

Verweel, P., Janssen, J. & Roques, C. Kleurrijke zuilen. Over de ontwikkeling van sociaal kapitaal door allochtonen in eigen en gemengde sportverenigingen, *Vrijetijdstudies*, 2005, n° 4, pp. 7-21.

Vrcan, S. *Football – Politics – Violence; Views from the Sociology of Football*, Zagreb, Hrvatsko sociološko društvo, 2003.

## Auteurs

**Olga Dorokhina:** Chef de programme du Comité national géorgien de l'Assemblée des citoyens d'Helsinki/Institut du Caucase pour la sécurité régionale. Travaux de recherche et publications dans le domaine de la coopération régionale, du développement de la société civile et du dialogue intercommunautaire concernant les régions confrontées à un problème et/ou un conflit.

**Milan Hosta:** Chargé de cours de philosophie du sport et directeur de l'Institut international pour le développement durable, l'élaboration de politiques et la diplomatie dans le sport. Ses activités principales concernent les interventions sociales et les solutions innovantes dans le domaine du sport.

**Jacco van Sterkenburg:** Chercheur au Département des études sur la culture et les médias à l'Université d'Utrecht (Pays-Bas). Nombreux ouvrages publiés dans le domaine de la sociologie du sport, des races et des ethnies et des médias sportifs.

## Comité de rédaction

**Michael Fanizadeh:** Politologue depuis 1997 à l'Institut VIDC. De 1997 à 2008, il a été coordonnateur de projets sportifs axés sur la lutte contre le racisme, notamment du projet «FairPlay. Different colours. One game» et du réseau européen FARE.

**Jason Heilman:** Historien de la culture et musicologue des États-Unis d'Amérique. Ses recherches sont axées sur la construction d'une identité nationale dans les pays d'Europe orientale et centrale, notamment ceux qui sont liés à l'ancien empire des Habsbourg.

**Elisabeth Kotvojs:** Ethnologue, travaille sur le projet «FairPlay. Different colours. One game» à l'institut VIDC depuis 2007. Coauteur du rapport «Le racisme, la discrimination ethnique et l'exclusion des migrants et des minorités dans le sport: la situation dans l'Union européenne», publié par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) en 2010.

**Georg Spitaler:** Département de science politique, Université de Vienne. Coauteur du rapport «Le racisme, la discrimination ethnique et l'exclusion des migrants et des minorités dans le sport: la situation dans l'Union européenne», publié par la FRA en 2010.

Depuis sa création en 2007, la promotion de la diversité dans et à travers le sport est une priorité majeure de l'Accord partiel élargi sur le sport (APES). A cette fin, le Conseil de l'Europe a développé un programme paneuropéen impliquant différents acteurs provenant des autorités publiques et du mouvement sportif. Ils ont un rôle important à jouer pour renverser les tendances discriminatoires recencées actuellement dans le sport et pour promouvoir le sport en tant qu'outil favorisant la diversité et la cohésion sociale.

Cette collection de manuels de bonnes pratiques est une illustration des politiques et pratiques actuelles à travers toute l'Europe. Elle vise à diffuser et partager des expériences positives qui mettent en évidence le potentiel du sport dans la promotion des valeurs fondamentales des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe.

<http://www.coe.int/epas>